



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 32 du 8 août 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 8 août 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1236
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1236
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1236
Bureau de la citoyenneté.....	1236
Arrêté du 30 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 7 août 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise individuelle de thanatopraxie à Cirey-sur-Vezouze (54480).....	1236
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1236
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	1236
Arrêté du 6 juillet 2012 fixant la liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle.....	1236
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1239
Bureau de l'interministérialité.....	1239
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 31 juillet 2012.....	1239
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1239
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1239
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1239
Etablissements médico-sociaux.....	1239
Décision n° 2012-0433 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CEDV « Sections » - FINESS N° 540 000 684 - 8 rue de Santifontaine - 54052 Nancy Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles.....	1239
Décision n° 2012-0434 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CEDV « Services » - FINESS N° 540 009 933 - 8 rue de Santifontaine - 54052 Nancy Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles.....	1241
Décision n° 2012-0435 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CROP de l'Institut des Sourds de la Malgrange - FINESS N° 540 000 692 - 2 rue Joseph Piroux - 54140 Jarville-la-Malgrange.....	1241
Décision n° 2012-0436 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSEFS de l'Institut des Sourds - FINESS N° 540 009 719 - 2 rue Joseph Piroux - 54140 Jarville-la-Malgrange géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange.....	1243
Décision n° 2012-0439 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de Saint-Camille - FINESS N° 540 013 414 - 12 poste de Velaine - 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution Saint-Camille.....	1244
Décision n° 2012-0440 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Saint-Camille - FINESS N° 540 000 718 - 12 poste de Velaine - 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution Saint-Camille.....	1245
Décision n° 2012-0441 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de Saint-Camille - FINESS N° 540 013 422 - 12 poste de Velaine - 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution Saint-Camille.....	1246
Décision n° 2012-0442 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD Professionnel - FINESS N° 540 016 748 - 12 poste de Velaine - 54 840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution Saint-Camille.....	1247
Décision n° 2012-0446 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de Méhon - FINESS N° 540 013 869 - 12 rue Gambetta - 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1248
Décision n° 2012-0447 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Méhon - FINESS N° 540 000 205 - 24 rue François Richard - 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1248
Décision n° 2012-0448 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de Méhon - FINESS N° 540 004 009 - 24 rue François Richard - 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1250
Décision n° 2012-0449 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de l'IME de Flavigny - FINESS N° 540 020 070 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1251
Décision n° 2012-0450 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Flavigny - FINESS N° 540 000 577 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1251
Décision n° 2012-0451 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de Flavigny - FINESS N° 540 010 139 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1253
Décision n° 2012-0452 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD TCC - FINESS N° 540 018 728 - 14 rue René Dorme - 54150 Briey géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle.....	1253
Décision n° 2012-0453 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre de soins de l'EREA de Flavigny - FINESS N° 540 000 593 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1254
Décision n° 2012-0454 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD du CEM de Flavigny - FINESS N° 540 020 096 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1255
Décision n° 2012-0455 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre d'Education Motrice de Flavigny - FINESS N° 540 018 777 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1256
Décision n° 2012-0456 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de REALISE - FINESS N° 540 013 455 - 15 rue Saint-Charles - 54140 Jarville géré par l'association REALISE.....	1257
Décision n° 2012-0457 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de REALISE - FINESS N° 540 002 052 - 15 rue Saint-Charles - 54140 Jarville géré par l'association REALISE.....	1258
Décision n° 2012-0458 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Georges Finance » - FINESS N° 540 000 213 - 4 avenue JF Kennedy - BP 216 - 54202 Toul Cedex géré par l'AEIM.....	1259
Décision n° 2012-0459 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS N° 540 000 221 - Chemin du Harquet - BP 126 - 54305 Lunéville Cedex géré par l'AEIM.....	1260
Décision n° 2012-0460 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Raymond Carel » - FINESS N° 540 000 239/540 000 254 - 2 rue des Martyrs du Nazisme - BP 53 - 54210 Saint-Nicolas-de-Port géré par l'AEIM.....	1261
Décision n° 2012-0461 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Claude Monet » - FINESS N° 540 000 247 - 121 rue de l'Abbé de l'Epée - 54700 Pont-à-Mousson géré par l'AEIM.....	1263
Décision n° 2012-0462 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « les Orchidées » - FINESS N° 540 000 817 - 10 rue Albert 1er - BP 93 - 54154 Briey Cedex géré par l'AEIM.....	1264
Décision n° 2012-0463 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Les Trois Tilleuls » - FINESS N° 540 000 833 - 1 rue des Tilleuls - 54720 Chenières géré par l'AEIM.....	1265
Décision n° 2012-0464 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de l'AEIM - FINESS N° 540 004 447 - 6 allée Saint-Cloud - 54600 Villers-lès-Nancy géré par l'AEIM.....	1267
Décision n° 2012-0465 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Vandoeuvre - FINESS N° 540 005 436 - ZAC de Brabois - Rue de Ludres - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy gérée par l'AEIM.....	1267
Décision n° 2012-0466 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre pour Polyhandicapés de Blâmont - FINESS N° 540 013 877 - 33 rue du Château - 54450 Blâmont géré par la Croix Rouge Française.....	1268
Décision n° 2012-0467 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CMPP de Nancy - FINESS N° 540 000 320 - 73 rue Isabey - 54052 Nancy Cedex géré par l'association départementale des PEP 54.....	1270
Décision n° 2012-0468 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CMPP de Longwy - FINESS N° 540 002 680 - 17 bis rue de Boismont - 54400 Longwy géré par l'association départementale des PEP 54.....	1270
Décision n° 2012-0469 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD Vivre avec l'Autisme - FINESS N° 540 020 302 - 17 rue Laurent Bonnevey - 54000 NANCY géré par l'Association Vivre avec l'Autisme de Nancy.....	1271
Décision n° 2012-0470 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CRA du CPN - FINESS N° 540 015 468 - Boîte Postale 1010 - 54521 Laxou Cedex géré par le Centre Psychothérapique de Nancy.....	1272
Décision n° 2012-0471 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS du CPN - FINESS N° 540 018 736 gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou.....	1273
Décision n° 2012-0472 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'AGI - FINESS N° 540 019 882 - 11 avenue du Charmois - 54500 Vandoeuvre géré par l'Association Accueillir et Guider l'Intégration (AGI).....	1274
Décision n° 2012-0473 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'IJA - FINESS 540 012 556 - Rue de la Libération - 54330 Vélizel géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles.....	1275

Décision n° 2012-0474 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS N° 540 004 538 - gérée par l'ALAGH - 1161 avenue Pinchard - 54100 Nancy.....	1275
Décision n° 2012-0475 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'ALAGH - FINESS N° 540 012 606 - 1161 avenue Pinchard - 54100 Nancy géré par l'ALAGH.....	1276
Décision n° 2012-0476 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Mont-Saint-Martin - FINESS N° 540 019 296 - 4 rue Alfred Labbé - 54350 Mont-Saint-Martin gérée par l'ALAGH.....	1277
Décision n° 2012-0477 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Rosières-aux-Salines - FINESS N° 540 012 531 - Avenue des Vosges - 54110 Rosières-aux-Salines gérée par le CAP'S de Rosières-aux-Salines.....	1278
Décision n° 2012-0478 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du Centre de Préorientation - FINESS N° 540 012 465 - 75 boulevard Lobau - 54000 Nancy géré par l'UGEAM.....	1279
Décision n° 2012-0479 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH de Rosières-aux-Salines - FINESS N° 540 004 058 - 4 rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines géré par le CAP'S de Rosières.....	1280
Décision n° 2012-0480 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de Bayon - FINESS N° 540 013 539 - Route de Baccarat - 54290 Bayon géré par le CAP'S de Rosières-aux-Salines.....	1280
Décision n° 2012-0481 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de Michelet - FINESS N° 540 003 738 - 10 rue Dominique Louis - 54000 Nancy géré par l'AEIM.....	1281
Décision n° 2012-0482 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH MICHELET - FINESS N° 540 003 688 - 10 rue Dominique Louis - 54000 Nancy géré par l'Association AEIM.....	1282
Décision n° 2012-0483 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD - Section Personnes Handicapées - FINESS N° 540 003 175 - 2 rue des Cinq Piquets - BP 32231 - 54022 Nancy Cedex géré par l'association Office d'Hygiène Sociale.....	1283
Décision n° 2012-0484 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD - Section Personnes Handicapées CARMi EST - FINESS N° 540 012 762 - 50 rue Pierre de Bar - 54240 Joef géré par la CARMi EST - 57804 Freyming-Merlebach.....	1284
Décision n° 2012-0485 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N° 540 016 458 - 15 Allée des Grands Pâquis - 54180 Heillecourt géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP).....	1284
Décision n° 2012-0486 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N° 540 013 851 géré par l'Association SCIAD du Val de Lorraine - 2 place Jules Colombé - 54700 Pont-à-Mousson.....	1285
Décision n° 2012-0487 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N° 540 012 580 - 4 rue Alfred Labbé - 54350 Mont-Saint-Martin géré par ALPHASANTE.....	1286
Décision n° 2012-0488 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées des 4 cantons - FINESS N° 540 010 592 géré par l'Association ADMR - 11 bis rue des Moulins - 54120 Baccarat.....	1287
Décision n° 2012-0489 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH La Maison du Pré Saint-Charles - FINESS N° 540 014 388 - 21 rue de la Meuse - 54860 Haucourt-Moulaine géré par l'Association AEIM.....	1288
Décision n° 2012-0490 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH CIBULKA - FINESS N° 540 020 682 - 72 bis rue Jean Jaurès - 54230 Neuves-Maisons géré par l'Association AEIM.....	1288
Décision n° 2012-0491 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH "Epi Grand Est" - FINESS N° 540 021 201 - Localisé provisoirement à Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1289
Décision n° 2012-0492 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH du SISU - FINESS N° 540 020 732 - 11 avenue du Charmois - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy géré par l'Association "Service d'Intégration Scolaire et Universitaire" (SISU).....	1290
Décision n° 2012-0493 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de Toul - FINESS N° 540 019 189 - 4 bis avenue Kennedy - 54200 Toul géré par l'AEIM.....	1291
Décision n° 2012-0494 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Lunéville - FINESS N° 540 019 932 gérée par la Croix Rouge - 8 avenue Caumont La Force - 54300 Lunéville.....	1292
Décision n° 2012-0495 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'ARS - FINESS N° 540 020 674 - Ars Pierre Vivier - 156 Bd d'Austrasie - 54000 Nancy géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS), 12 boulevard Jean Jaurès - 54000 Nancy.....	1292
Décision n° 2012-0496 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP GAI SOLEIL - FINESS N° 54 000 627 - 14 rue de Metz - 54000 Nancy géré par l'association « Culture et Promotion ».....	1293
Etablissements de santé.....	1294
Arrêté ARS-DT 54 N° 0791/2012 du 23 juillet 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou au 1er juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	1294
Arrêté ARS-DT 54 N° 0806/2011 du 30 juillet 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissements : Nancy 540 009 701 - Flavigny 540 013 737 - Lay-Saint-Christophe 540 009 412.....	1295
Arrêté ARS-DT 54 N° 0809/2012 du 30 juillet 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Toul au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1295
Arrêté ARS-DT 54 N° 0821/2012 du 2 août 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable à l'Association Hospitalière de Joef au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1296
Arrêté modifié ARS-DT 54 N° 0822/2012 du 2 août 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy au 1er juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissements : Nancy 540 009 701 - Flavigny 540 013 737 - Lay-Saint-Christophe 540 009 412.....	1297
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1297
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gérald CAVALLI, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1297
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Dominique VOLLMAR, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1298
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre ROUILLON, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1298
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Véronique BERNIER, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques.....	1299
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARCHETTO, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1299
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Eric CORROY, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1299
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pascal BOUCHER, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1300
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Claude THOMAS, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1300
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Martine LEMASSON, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques.....	1301
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Brigitte LEGRAND, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques.....	1301
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Roselyne GIURIANI, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques.....	1302
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Marie-Pierre ROUILLON, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques.....	1302
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Philippe POETTE, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1303
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur François THIL, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1303
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gérard KIRSCH, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1304
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Michel RIBAGNAC, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1304
Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Denis DELARUE, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.....	1305
TRESORERIE DE COLOMBEY-LES-BELLES.....	1306
Procuration sous seing privé du 20 janvier 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame FISSEAU Sabine, Contrôleur Principal.....	1306
TRESORERIE DE HAROUÉ - VEZELISE.....	1306
Procuration sous seing privé du 30 mars 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame PHILIPPE Claude, Contrôleur Principal.....	1306
TRESORERIE DE NOMENY.....	1306
Procuration sous seing privé du 11 juin 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame GIGLEUX Véronique, Contrôleur des Finances Publiques.....	1306
TRESORERIE DE TOUL COLLECTIVITES.....	1307
Procuration sous seing privé du 30 mars 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Monsieur HELSTROFFER Arnaud, Inspecteur des Finances Publiques.....	1307
TRESORERIE DE VANDOEUVRE-LES-NANCY COLLECTIVITES.....	1307

Procuration sous seing privé du 4 avril 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame BECQ Christelle, Contrôleur des Finances Publiques.....	1307
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1307
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1307
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/329 du 20 juillet 2012 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2012 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1307
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/335 du 24 juillet 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bouxières-sous-Froidmont.....	1308
AUTRES SERVICES.....	1309
CENTRE HOSPITALIER PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE.....	1309
Décision du 1er juillet 2012 portant délégations de signatures.....	1309
MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1310
Délégation de signature du 1er août 2012.....	1310

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de la citoyenneté*

Arrêté du 30 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 7 août 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise individuelle de thanatopraxie à Cirey-sur-Vezouze (54480)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R. 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire pour une durée de six ans, de l'entreprise individuelle de thanatopraxie exploitée par M. Bruno MESSMER au n° 14, rue du Port aux Planches à CIREY-SUR-VEZOUZE (54480) inscrite sous le numéro 97-54-119 ;

CONSIDÉRANT la lettre en date du 12 juillet 2012 du cabinet J.M.S Expert-comptable relative au changement de forme juridique de l'entreprise susvisée ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté préfectoral susvisé du 7 août 2009 est modifié ainsi qu'il suit « la société par actions simplifiée à associé unique sise au n° 14, rue du Port aux Planches à CIREY-SUR-VEZOUZE (54480) est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire national l'activité funéraire suivante :

- soins de conservation »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bruno MESSMER, au sous-préfet de Lunéville, au Maire de CIREY-SUR-VEZOUZE et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales*

Arrêté du 6 juillet 2012 fixant la liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 3334-10 à L. 3334-12, R. 3334-4 à R. 3334-9 et D. 3334-8-1 relatifs à la dotation globale d'équipement des départements du code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

VU la liste des communes rurales de 2012 communiquée par les services du ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales),

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de fixer par arrêté la liste des communes rurales dans le département conformément aux dispositions du II de l'article D 3334-8-1,

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : La liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle est fixée conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

54001 ABAUCOURT
54002 ABBEVILLE-LES-CONFLANS
54003 ABONCOURT
54004 AFFLEVILLE
54005 AFFRACOURT

54006 AGINCOURT
54007 AINGERAY
54008 ALLAIN
54009 ALLAMONT
54010 ALLAMPS

54011 ALLONDELLE-LA-MALMAISON
54012 AMANCE
54013 AMENONCOURT
54014 ANCERVILLER
54015 ANDERNY

54016	ANDILLY	54102	BRULEY	54193	FEY-EN-HAYE
54017	ANGOMONT	54103	BRUVILLE	54194	FILLIERES
54018	ANOUX	54104	BUISSONCOURT	54195	FLAINVAL
54019	ANSAUVILLE	54105	BULLIGNY	54196	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
54020	ANTHELUP	54106	BURES	54198	FLEVILLE-LIXIERES
54021	ARMAUCOURT	54107	BURIVILLE	54199	FLIN
54022	ARNAVILLE	54108	BURTHECOURT-AUX-CHENES	54200	FLIREY
54023	ARRACOURT	54109	CEINTREY	54201	FONTENOY-LA-JOUTE
54024	ARRAYE-ET-HAN	54110	CERVILLE	54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE
54025	ART-SUR-MEURTHE	54112	CHAMBLEY-BUSSIERES	54203	FORCELLES-SAINT-GORGON
54026	ATHIENVILLE	54113	CHAMPENOUX	54204	FORCELLES-SOUS-GUGNEY
54027	ATTON	54114	CHAMPEY-SUR-MOSELLE	54205	FOUG
54029	AUDUN-LE-ROMAN	54117	CHAOUILLEY	54206	FRAMBOIS
54030	AUTREPIERRE	54118	CHARENCEY-VEZIN	54207	FRAISNES-EN-SAINTOIS
54031	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	54119	CHAREY	54208	FRANCHEVILLE
54032	AUTREY	54120	CHARMES-LA-COTE	54209	FRANCONVILLE
54033	AVILLERS	54121	CHARMOIS	54210	FREMENIL
54034	AVRAINVILLE	54122	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	54211	FREMONTVILLE
54035	AVRICOURT	54123	CHAVIGNY	54212	FRESNOIS-LA-MONTAGNE
54036	AVRIL	54124	HAZELLES-SUR-ALBE	54213	FRIAUVILLE
54037	AZELOT	54125	CHENEVIERES	54214	FROLOIS
54038	AZERAILLES	54126	CHENICOURT	54216	FROVILLE
54040	BADONVILLER	54127	CHENIERES	54217	GELACOURT
54041	BAGNEUX	54128	CHOLLOY-MENILLOT	54218	GELAUCCOURT
54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS	54129	CIREY-SUR-VEZOUZE	54219	GELLENONCOURT
54043	BAINVILLE-SUR-MADON	54130	CLAYEURES	54220	GEMONVILLE
54044	BARBAS	54131	CLEMERY	54221	GERBECOURT-ET-HAPLEMONT
54045	BARBONVILLE	54132	CLEREY-SUR-BRENON	54222	GERBEVILLER
54046	BARISEY-AU-PLAIN	54133	COINCOURT	54223	GERMINY
54047	BARISEY-LA-COTE	54134	COLMEY	54224	GERMONVILLE
54048	BAROCHES	54135	COLOMBEY-LES-BELLES	54225	GEZONCOURT
54049	BASLIEUX	54137	CONS-LA-GRANDVILLE	54226	GIBEAUMEIX
54050	BATHELEMONT	54139	COURBESSEUX	54227	GIRAUMONT
54051	BATILLY	54140	COURCELLES	54228	GIRIVILLER
54052	BATTIGNY	54141	COYVILLER	54229	GLONVILLE
54053	BAUZEMONT	54142	CRANTENOY	54230	GOGNEY
54054	BAYON	54143	CREPEY	54231	GONDRECCOURT-AIX
54055	BAYONVILLE-SUR-MAD	54144	CREVECHAMPS	54232	GONDREVILLE
54056	BAZAILLES	54145	CREVIC	54233	GONDREXON
54057	BEAUMONT	54146	CREZILLES	54234	GORCY
54058	BECHAMPS	54147	CRION	54235	GOVILLER
54059	BELLEAU	54148	CROISMARE	54236	GRAND-FAILLY
54060	BELLEVILLE	54149	CRUSNES	54237	GRIMONVILLER
54061	BENAMENIL	54151	CUTRY	54238	GRIPPOT
54062	BENNEY	54153	DAMPVITOUX	54239	GRISCOURT
54063	BERNECOURT	54154	DENEUVRE	54240	GROSROUVRES
54064	BERTRAMBOIS	54155	DEUXVILLE	54241	GUGNEY
54065	BERTRICHAMPS	54156	DIARVILLE	54242	GYE
54066	BETTAINVILLERS	54157	DIEULOUARD	54243	HABLAINVILLE
54067	BEUVEILLE	54158	DOLCOURT	54244	HAGEVILLE
54068	BEUVEZIN	54160	DOMEVRE-EN-HAYE	54245	HAIGNEVILLE
54069	BEUVILLERS	54161	DOMEVRE-SUR-VEZOUZE	54246	HALLVILLE
54070	BEY-SUR-SEILLE	54162	DOMGERMAIN	54247	HAMMEVILLE
54071	BEZANGE-LA-GRANDE	54163	DOMJEVIN	54248	HAMONVILLE
54072	BEZAUMONT	54164	DOMMARIE-EULMONT	54249	HANNONVILLE-SUZEMONT
54073	BICQUELEY	54165	DOMMARTEMONT	54250	HARAUCOURT
54074	BIENVILLE-LA-PETITE	54166	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	54251	HARBOUEY
54075	BIONVILLE	54168	DOMMARTIN-SOUS-AMANCE	54252	HAROE
54077	BLAMONT	54169	DOMPRIX	54253	HATRIZE
54078	BLEMEREY	54170	DOMPTAIL-EN-L'AIR	54255	HAUDONVILLE
54080	BLÉNOD-LES-TOUL	54171	DONCOURT-LES-CONFLANS	54256	HAUSONVILLE
54081	BOISMONT	54172	DONCOURT-LES-LONGUYON	54258	HENAMENIL
54082	BONCOURT	54173	DROUVILLE	54259	HERBEVILLER
54083	BONVILLER	54175	EINVAUX	54260	HERIMENIL
54084	MONT-BONVILLERS	54176	EINVILLE-AU-JARD	54262	HOEVILLE
54085	BORVILLE	54177	EMBERMENIL	54264	HOUELMONT
54086	BOUCQ	54178	EPIEZ-SUR-CHERS	54266	HOUDREVILLE
54087	BOUILLONVILLE	54179	EPLY	54268	HOUSSEVILLE
54088	BOUVRON	54180	ERBEVILLER-SUR-AMEZULE	54269	HUDIVILLER
54089	BOUXIERES-AUX-CHENES	54181	ERROUVILLE	54270	HUSSIGNY-GODBRANGE
54091	BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT	54182	ESSEY-ET-MAIZERAIS	54271	IGNEY
54092	BOUZANVILLE	54183	ESSEY-LA-COTE	54272	JAILLON
54093	BRAINVILLE	54185	ETREVAL	54275	JAULNY
54094	BRALLEVILLE	54186	EULMONT	54276	JEANDELAINCOURT
54095	BRATTE	54187	EUVEZIN	54277	JEANDELIZE
54096	BREHAIN-LA-VILLE	54188	FAULX	54278	JEVONCOURT
54097	BREMENIL	54189	FAVIERES	54279	JEZAINVILLE
54098	BREMONCOURT	54190	FECOCOURT	54281	JOLIVET
54100	BRIN-SUR-SEILLE	54191	FENNEVILLER	54282	JOPPECOURT
54101	BROUVILLE	54192	FERRIERES	54283	JOUAVILLE

54284	JOUDREVILLE	54379	MONT-L'ETROIT	54470	SAINT-BAUSSANT
54285	JUVRECOURT	54380	MONT-LE-VIGNOBLE	54471	SAINT-BOINGT
54286	LABRY	54381	MONTREUX	54472	SAINT-CLEMENT
54287	LACHAPELLE	54383	MONT-SUR-MEURTHE	54473	SAINT-FIRMIN
54288	LAGNEY	54385	MORFONTAINE	54474	SAINTE-GENEVIEVE
54289	LAITRE-SOUS-AMANCE	54386	MORIVILLER	54475	SAINT-GERMAIN
54290	LAIX	54387	MORVILLE-SUR-SEILLE	54476	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON
54291	LALOEUF	54388	MOUACOURT	54477	SAINT-JULIEN-LES-GORZE
54292	LAMATH	54389	MOUAVILLE	54478	SAINT-MARCEL
54293	LANDECOURT	54390	MOUSSON	54479	SAINT-MARD
54294	LANDREMONT	54391	MOUTIERS	54480	SAINT-MARTIN
54295	LANDRES	54392	MOUTROT	54481	SAINT-MAURICE-AUX-FORGES
54296	LANEUVELOTTÉ	54393	MOYEN	54484	SAINTE-POLE
54297	LANEUVEVILLE-AUX-BOIS	54394	MURVILLE	54485	SAINT-PANCRE
54298	LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG	54396	NEUFMAISONS	54486	SAINT-REMIMONT
54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON	54398	NEUVILLER-LES-BADONVILLER	54487	SAINT-REMY-AUX-BOIS
54301	LANFROICOURT	54399	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	54488	SAINT-SAUVEUR
54302	LANTÉFONTAINE	54400	NOMENY	54489	SAINT-SUPPLET
54303	LARONXE	54401	NONHIGNY	54490	SAIZERAIS
54306	LAY-SAINT-REMY	54402	NORROY-LE-SEC	54491	SANCY
54307	LEBEUVILLE	54403	NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON	54492	SANZEY
54308	LEINTREY	54404	NOVANT-AUX-PRES	54494	SAULXEROTTE
54309	LEMAINVILLE	54405	OCHEY	54496	SAULXURES-LES-VANNES
54310	LEMENIL-MITRY	54406	OGEVILLER	54497	SAXON-SION
54311	LENONCOURT	54407	OGNEVILLE	54499	SEICHEPREY
54312	LESMENILS	54408	OLLEY	54500	SELAINCOURT
54313	LETRICOURT	54409	OMELMONT	54501	SERANVILLE
54315	LEYR	54410	ONVILLE	54502	SERRES
54316	LIMEY-REMENAUVILLE	54411	ORMES-ET-VILLE	54504	SERROUVILLE
54317	LIRONVILLE	54412	OTHE	54505	SEXÉY-AUX-FORGES
54320	LOISY	54413	OZERAILLES	54506	SEXÉY-LES-BOIS
54324	LOREY	54414	PAGNEY-DERRIERE-BARINE	54507	SIONVILLER
54325	LOROMONTZEY	54415	PAGNY-SUR-MOSELLE	54508	SIVRY
54326	LUBEY	54416	PANNES	54509	SOMMERSVILLER
54327	LUCEY	54417	PAREY-SAINT-CESAIRE	54510	SORNEVILLE
54330	LUPCOURT	54418	PARROY	54511	SPONVILLE
54331	MAGNIERES	54419	PARUX	54512	TANCONVILLE
54332	MAIDIERES	54420	PETIT-FAILLY	54513	TANTONVILLE
54333	MAILLY-SUR-SEILLE	54421	PETITMONT	54514	TELLANCOURT
54334	MAIRY-MAINVILLE	54422	PETTONVILLE	54515	THELOD
54335	MAIXE	54423	PEXONNE	54516	THEY-SOUS-VAUDEMONT
54336	MAIZIERES	54424	PHLIN	54517	THEZEY-SAINT-MARTIN
54337	MALAVILLERS	54425	PIENNES	54518	THIAUCOURT-REGNIEVILLE
54338	MALLELOY	54426	PIERRE-LA-TREICHE	54519	THIAVILLE-SUR-MEURTHE
54340	MAMEY	54427	PIERRE-PERCEE	54520	THIEBAUMENIL
54341	MANCE	54428	PIERREPONT	54521	THIL
54342	MANCIEULLES	54429	PIERREVILLE	54522	THOREY-LYAUTEY
54343	MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS	54433	PORT-SUR-SEILLE	54523	THUILLEY-AUX-GROSEILLES
54344	MANGONVILLE	54434	PRAYE	54524	THUMEREVILLE
54345	MANONCOURT-EN-VERMOIS	54435	PRENY	54525	TIERCELET
54346	MANONCOURT-EN-WOEVRE	54436	PREUTIN-HIGNY	54527	TONNOY
54348	MANONVILLE	54437	PULLIGNY	54529	TRAMONT-EMY
54349	MANONVILLER	54438	PULNEY	54530	TRAMONT-LASSUS
54350	MARAINVILLER	54440	PUXE	54531	TRAMONT-SAINT-ANDRE
54351	MARBACHE	54441	PUXIEUX	54532	TREMBLE COURT
54352	MARON	54442	QUEVILLONCOURT	54534	TRONDES
54353	MARS-LA-TOUR	54443	RAON-LES-LEAU	54535	TRONVILLE
54354	MARTHEMONT	54444	RAUCOURT	54537	UGNY
54355	MARTINCOURT	54445	RAVILLE-SUR-SANON	54538	URUFFE
54356	MATTEXEY	54446	RECHICOURT-LA-PETITE	54539	VACQUEVILLE
54358	MAZERULLES	54447	RECLONVILLE	54540	VAL-ET-CHATILLON
54359	MEHONCOURT	54449	REHAINVILLER	54541	VALHEY
54360	MENIL-LA-TOUR	54450	REHERREY	54542	VALLEROY
54362	MERCY-LE-BAS	54452	REILLON	54543	VALLOIS
54363	MERCY-LE-HAUT	54453	REMBER COURT-SUR-MAD	54544	VANDELAINVILLE
54364	MEREVILLE	54455	REMOVILLE	54545	VANDELEVILLE
54365	MERVILLER	54456	REMEREVILLE	54546	VANDIERES
54366	MESSEIN	54457	REMONCOURT	54548	VANNES-LE-CHATEL
54367	MEXY	54458	REPAIX	54550	VATHIMENIL
54368	MIGNEVILLE	54459	RICHARDMENIL	54551	VAUCOURT
54369	MILLERY	54460	ROGEVILLE	54552	VAUDEMONT
54370	MINORVILLE	54461	ROMAIN	54553	VAUDEVILLE
54371	MOINEVILLE	54462	ROSIERES-AUX-SALINES	54554	VAUDIGNY
54372	MOIVRONS	54463	ROSIERES-EN-HAYE	54555	VAXAINVILLE
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	54464	ROUVES	54556	VEHO
54374	MONCEL-SUR-SEILLE	54465	ROVILLE-DEVANT-BAYON	54557	VELAINE-EN-HAYE
54375	MONTAUVILLE	54466	ROYAUMEIX	54558	VELAINE-SOUS-AMANCE
54376	MONTENOY	54467	ROZELIEURES	54559	VELLE-SUR-MOSELLE
54377	MONTIGNY	54468	SAFFAIS	54560	VENEY
54378	MONTIGNY-SUR-CHIERS	54469	SAINT-AIL	54561	VENNEZEY

54562	VERDENAL	54575	VILLERS-LA-MONTAGNE	54590	VIVIERS-SUR-CHIERS
54563	VEZELISE	54576	VILLERS-LE-ROND	54591	VOINEMONT
54564	VIEVILLE-EN-HAYE	54577	VILLERS-LES-MOIVRONS	54592	VRONCOURT
54565	VIGNEULLES	54579	VILLERS-SOUS-PRENY	54593	WAVILLE
54566	VILCEY-SUR-TREY	54581	VILLE-SUR-YRON	54594	XAMMES
54567	VILLACOURT	54582	VILLETTE	54595	XERMAMENIL
54568	VILLE-AU-MONTOIS	54583	VILLEY-LE-SEC	54596	XEUILLEY
54569	VILLE-AU-VAL	54584	VILLEY-SAINT-ETIENNE	54597	XIROCOURT
54570	VILLECEY-SUR-MAD	54585	VIRECOURT	54598	XIVRY-CIRCOURT
54571	VILLE-EN-VERMOIS	54586	VITERNE	54599	XONVILLE
54572	VILLE-HOUDLEMONT	54587	VITREY	54600	XOUSSE
54573	VILLERS-EN-HAYE	54588	VITRIMONT	54601	XURES
54574	VILLERS-LA-CHEVRE	54589	VITTONVILLE	54602	HAN DEVANT PIERREPONT

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 31 juillet 2012

Réunie le 31 juillet 2012, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder à la SAS Brieydis et à la SCI 4AS immobilier, l'autorisation de procéder à l'extension de l'ensemble commercial, situé avenue Marguerite Puhl Demange à Briey, par démolition du supermarché existant puis création d'un hypermarché et d'un retail park composé de 3 cellules, portant la surface de vente totale à 6 154 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Briey.
Nancy, le 1er août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements médico-sociaux

Décision n° 2012-0433 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CEDV « Sections » - FINESS N° 540 000 684 - 8 rue de Santifontaine - 54052 Nancy Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 autorisant la création d'un centre d'éducation pour déficients visuels, sis 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex et géré par la fondation de l'institution des jeunes aveugles ;
CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CEDV « Sections » - FINESS n°540000684 pour l'exercice 2012.
CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 05 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le CEDV « Sections ».

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du CEDV « Sections » - FINESS n°540000684 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	416.961,12 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	3.265.258,97 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	353.314,08 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	4.035.534,17 €

Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.894.490,03 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	139.210,57 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	1.833,57 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	4.035.534,17 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du CEDV « Sections » - FINESS n°540000684 est fixée comme suit :
En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

Semi-internat SEES : 379,72 €

Internat SEES : 569,59 €

Semi-internat SEPHA : 96,68€

Internat SEPHA : 145,01 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat SEES : 379,72 €

Internat SEES : 569,59 €

Semi-internat SEPHA : 96,68€

Internat SEPHA : 145,01 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEES : 379,72 €

Internat SEES : 569,59 €

Semi-internat SEPHA : 96,68€

Internat SEPHA : 145,01 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat SEES : 70,63 €

Internat SEES : 70,63 €

Semi-internat SEPHA : 70,63 €

Internat SEPHA : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEES : 308,89 €

Internat SEES : 498,96 €

Semi-internat SEPHA : 26,35 €

Internat SEPHA : 74,38 €

* *Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :*

Semi-internat SEES : 326,09 €

Internat SEES : 484,11 €

Semi-internat SEPHA : 274,61 €

Internat SEPHA : 502,69 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat SEES : 326,09 €

Internat SEES : 484,11 €

Semi-internat SEPHA : 274,61 €

Internat SEPHA : 502,69 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEES : 326,09 €

Internat SEES : 484,11 €

Semi-internat SEPHA : 274,61 €

Internat SEPHA : 502,69 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat et semi-internat toutes sections : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEES : 326,09 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Internat SEES : 484,11 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Semi-internat SEPHA : 274,61 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Internat SEPHA : 502,69 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'institution des jeunes aveugles pour le CEDV « Sections » - FINESS n°540000684.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0434 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CEDV « Services » - FINESS N° 540 009 933 - 8 rue de Santifontaine - 54052 Nancy Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 autorisant la création d'un Centre d'Education pour Déficients Visuels, sis 8 rue de Santifontaine – 54 052 NANCY Cedex et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 24 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CEDV « Services » - FINESS n°540009933 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 05 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le CEDV « Services ».

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 2.041.771,71 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CEDV « Services » - FINESS n°540009933 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	197.489,15 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.743.388,80 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	176.302,72 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.117.180,67 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.041.771,71 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	74.496,51 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	912,45 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	2.117.180,67 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 170.147,64 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Institution des Jeunes Aveugles pour le CEDV « Services » - FINESS n°540009933.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0435 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CROP de l'Institut des Sourds de la Malgrange - FINESS N° 540 000 692 - 2 rue Joseph Piroux - 54140 Jarville-la-Malgrange

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2002 autorisant la création d'un Etablissement dénommé «Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange», sis 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE et géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ;

VU l'arrêté DGARS/N°2011-270 en date du 6 juillet 2011 autorisant l'extension de 25 places sur le CROP ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CROP de l'Institut des Sourds - FINESS n° 540000692 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 06 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le CROP de l'Institut des Sourds.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du CROP - FINESS n° 540000692 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.408.984,56 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	7.937.691,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	989.337,98 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	10.336.013,54 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	9.800.776,96 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	270.650,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	250.128,00 €
	Reprise d'excédents	14.458,58 €
	TOTAL Recettes	10.336.013,54 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du CROP - FINESS n° 540000692 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Semi-internat toutes sections : 179,04 €

Internat toutes sections : 266,81 €

Semi-internat SEPEDAHA : 362,49 €

Internat SEPEDAHA : 442,96 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat toutes sections : 179,04 €

Internat toutes sections : 266,81 €

Semi-internat SEPEDAHA : 362,49 €

Internat SEPEDAHA : 442,96 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat toutes sections : 179,04 €

Internat toutes sections : 266,81 €

Semi-internat SEPEDAHA : 362,49 €

Internat SEPEDAHA : 442,96 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat toutes sections : 70,63 €

Internat toutes sections : 70,63 €

Semi-internat SEPEDAHA : 70,63 €

Internat SEPEDAHA : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat toutes sections : 108,41 €

Internat toutes sections : 196,18 €

Semi-internat SEPEDAHA : 291,86 €

Internat SEPEDAHA : 372,33 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Semi-internat toutes sections : 177,40 €

Internat toutes sections : 244,45 €

Semi-internat SEPEDAHA : 331,08 €

Internat SEPEDAHA : 440,01 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat toutes sections : 177,40 €

Internat toutes sections : 244,45 €

Semi-internat SEPEDAHA : 331,08 €

Internat SEPEDAHA : 440,01 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat toutes sections : 177,40 €

Internat toutes sections : 244,45 €

Semi-internat SEPEDAHA : 331,08 €

Internat SEPEDAHA : 440,01 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat toutes sections : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Internat toutes sections : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Semi-internat SEPEDAHA : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Internat SEPEDAHA : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat toutes sections : 177,40 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Internat toutes sections : 244,45 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Semi-internat SEPEDAHA : 331,08 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Internat SEPEDAHA : 440,01 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée notifiée à l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange pour le CROP - FINESS n° 540000692.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0436 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSEFS de l'Institut des Sourds - FINESS N° 540 009 719 - 2 rue Joseph Piroux - 54140 Jarville-la-Malgrange géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2002 autorisant la création d'un Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange », sis 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE et géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ;

VU l'arrêté DGARS/N°2011-270 en date du 6 juillet 2011 autorisant l'extension de 25 places sur le SSEFS ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SSEFS - FINESS n°540009719 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 06 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SSEFS de l'IJS.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 1.454.205,39 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSEFS de l'Institut des Sourds - FINESS n°540009719 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45.100,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.344.887,35 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	64.218,04 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1.454.205,39 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.454.205,39 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	1.454.205,39 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 121.183,78 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Institut des Sourds de la Malgrange pour le SSEFS - FINESS n°540009719.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0439 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de Saint-Camille - FINESS N° 540 013 414 - 12 poste de Velaine - 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution Saint-Camille

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 1996 autorisant la création d'un Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique dénommé «Saint-Camille », sis 12 poste de Velaine – 54840 VELAINE-EN-HAYE et géré par l'institution Saint-Camille ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 12 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Saint Camille – FINESS n°540013414 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 08 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Saint Camille.

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP de Saint Camille – FINESS n°540013414 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	112.167,25 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	434.712,80 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	67.250,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	614.130,05 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	614.130,05 €
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	614.130,05 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations l'ITEP de Saint Camille – FINESS n°540013414 est fixée comme suit : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :
Internat et Semi-internat : 262,67 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :
Internat et Semi-internat : 255,14 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'institution Saint Camille pour l'ITEP- FINESS n° 540013414.

Nancy, le 23 juillet 2012
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0440 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Saint-Camille - FINESS N° 540 000 718 - 12 poste de Velaine - 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution Saint-Camille

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Saint-Camille», sis 12 poste de Velaine – 54840 VELAINE-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 12 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Saint Camille - FINESS n° 540000718 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 08 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Saint Camille.

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME de Saint Camille - FINESS n° 540000718 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	610.780,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.745.606,57 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	367.133,05 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.723.519,62 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.707.519,62 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	6.000,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	10.000,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.723.519,62 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME de Saint Camille - FINESS n° 540000718 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat: 225,09 €

Semi-internat : 136,08 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat: 225,09 €

Semi-internat : 136,08 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat: 225,09 €

Semi-internat : 136,08 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat: 70,63 €

Semi-internat : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat: 154,46 €

Semi-internat : 65,45 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat: 211,95 €

Semi-internat : 161,59 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat: 211,95 €

Semi-internat : 161,59 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat: 211,95 €

Semi-internat : 161,59 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :Internat et Semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année NPrix de journée à facturer au Conseil Général :Internat: 211,95 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année NSemi-internat : 161,59 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association Saint Camille pour l'IME - FINESS n°540000718.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0441 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de Saint-Camille - FINESS N° 540 013 422 - 12 poste de Velaine - 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution Saint-Camille

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n°832 en date du 4 aout 2009 autorisant l'Association Saint Camille de Velaine en Haye à étendre la capacité de 13 à 26 places du SESSAD de Maxéville et de créer une antenne à Ponta à Mousson.

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 12 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de Saint Camille– FINESS N°540 013 422 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 08 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de Saint Camille.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 382.861,06 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de Saint Camille– FINESS N°540013422 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42.800,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	302.951,06 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	37.110,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	382.861,06 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	382.861,06 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	382.861,06 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 31.905,09 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association Saint Camille pour le SESSAD de Saint Camille- FINESS N°540 013 422.

Nancy, le 23 juillet 2012
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0442 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD Professionnel - FINESS N° 540 016 748 12 poste de Velaine - 54 840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution Saint-Camille

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2008 autorisant l'Institution SAINT-CAMILLE à créer par anticipation au titre de 2009, 11 places supplémentaires pour le SESSAD PRO, sis 12 poste de Velaine – 54840 VELAINE-EN-HAYE ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 12 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD PRO- FINESS N° 540 001 6748 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 08 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD PRO de Saint-Camille.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 221.493,80 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD PRO- FINESS N° 540016748 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16.270,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	183.493,80 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	21.730,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	221.493,80 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	221.493,80 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	221.493,80 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 18.457,82 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SESSAD PRO- FINESS N° 540016748.

Nancy, le 23 juillet 2012
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0446 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de Méhon - FINESS N° 540 013 869 - 12 rue Gambetta - 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif «Les Terrasses de Méhon», sis 12 rue Gambetta – 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD Méhon de l'OHS - FINESS N°540013869 pour l'exercice 2012.
 CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 433.474,15 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD Méhon - FINESS N°540013869 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8.869,04 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	453.020,17 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	21.584,94 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	483.474,15 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	433.474,15 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	50.000,00 €
	TOTAL Recettes	483.474,15 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 36.122,85 € ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SESSAD de Méhon - FINESS N°540013869.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0447 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Méhon - FINESS N° 540 000 205 - 24 rue François Richard - 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Les Terrasses de Méhon», sis 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	310.039,33 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.512.699,69 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	202.854,41 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	29.172,39 €
	TOTAL Dépenses	2.054.765,82 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.047.409,82 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	7.356,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	2.054.765,82 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

Internat : 322,42 €

Semi-internat : 335,06 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat : 313,05 €

Semi-internat : 259,68 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 322,42 €

Semi-internat : 335,06 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 322,42 €

Semi-internat : 335,06 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 70,63 €

Semi-internat : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 251,79 €

Semi-internat : 264,43 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 313,05 €

Semi-internat : 259,68 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 313,05 €

Semi-internat : 259,68 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat et semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 313,05 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Semi-internat : 259,68 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0448 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de Méhon - FINESS N° 540 004 009 - 24 rue François Richard - 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un institut thérapeutique éducatif pédagogique (ITEP) dénommé «Les Terrasses de Méhon», sis 24 rue François Richard – 54300 LUNÉVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Méhon – FINESS N°540004009 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP de Méhon de l'OHS – FINESS N°540004009 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	369.405,58 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2.074.174,57 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	253.546,11 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.697.126,26 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2.693.126,26 €
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4.000,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	2.697.126,26 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'ITEP de Méhon de l'OHS – FINESS N°540004009 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat : 418,78 €

Semi-internat : 329,43 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

Internat : 370,05 €

Semi-internat : 318,23 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Office d'Hygiène Sociale pour l'ITEP de Méhon – FINESS N°540004009.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0449 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de l'IME de Flavigny - FINESS N° 540 020 070 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de l'IME de Flavigny - N°540020070 pour l'exercice 2012.
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de l'IME de Flavigny.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 224.712,23 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de l'IME de Flavigny - FINESS N°540020070 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I -Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53.329,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	139.064,23 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	32.319,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	224.712,23 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	224.712,23 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	224.712,23 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 18.726,02 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SESSAD de l'IME de Flavigny - N°540020070.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0450 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME de Flavigny - FINESS N° 540 000 577 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Flavigny - N°540000577 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Flavigny.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME de Flavigny - N°540000577 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.728.068,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	6.373.298,34 €
	- dont CNR	56.209,00 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	1.036.904,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	9.138.270,34 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	8.714.695,34 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	124.071,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	299.504,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	9.138.270,34 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME de Flavigny - N°540000577 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat : 113,78 €

Semi-internat : 259,03 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat : 288,22 €

Semi-internat : 217,95 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 113,78 €

Semi-internat : 259,03 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 113,78 €

Semi-internat : 259,03 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 70,63 €

Semi-internat : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 43,15 €

Semi-internat : 188,40 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 288,22 €

Semi-internat : 217,95 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 288,22 €

Semi-internat : 217,95 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat et semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 288,22 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Semi-internat : 217,95 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour l'IME de Flavigny - N°540000577.
Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0451 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de Flavigny - FINESS N° 540 010 139 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un ITEP, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Flavigny - N°540010139 pour l'exercice 2012 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Flavigny ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP de Flavigny - N°540010139 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	192.600,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	471.178,37 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	53.126,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	716.904,37 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	595.102,37 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	7.184,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	4.618,00 €
	Reprise d'excédents	110.000,00 €
	TOTAL Recettes	716.904,37 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'ITEP DE FLAVIGNY FINESS N°540000139 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat et Semi-internat : 222,21 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

Internat et Semi-internat : 270,75 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Office d'Hygiène Sociale pour l'ITEP DE FLAVIGNY – FINESS N°540010139
Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0452 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD TCC - FINESS N° 540 018 728 - 14 rue René Dorme - 54150 Briey géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 » de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral N°5592 en date du 29 novembre 2007 autorisant la création Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) sis 14 rue René Dorme - 54150 BRIEY géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD TCC- FINESS N°540018728 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD TCC.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 401.319,00 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD TCC FINESS N°540018728 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78.123,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	293.567,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	29.629,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	401.319,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	401.319,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	401.319,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 33.443,25 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SESSAD TCC FINESS N°540018728.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0453 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre de soins de l'EREA de Flavigny - FINESS N° 540 000 593 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 » de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 janvier 1969 autorisant la création du Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté, sis Rue de Mirecourt – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 pour l'exercice 2012.
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter Centre de Soins de l'EREA de Flavigny.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.948.857,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.918.562,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	115.797,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.983.216,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.964.830,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	13.653,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	4.733,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.983.216,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat et semi-internat : 236,96 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

Internat et semi-internat : 217,78 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS le Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0454 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD du CEM de Flavigny - FINESS N° 540 020 096 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 2005 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD du CEM de Flavigny - N°540020096 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant pour représenter le SESSAD du CEM de Flavigny.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 279.607,23 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD du CEM de Flavigny - N°540020096 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	146.145,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	121.006,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	18.717,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	285.868,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	279.607,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	6.261,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	285.868,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 23.300,58 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée l'OHS pour le SESSAD du CEM de Flavigny - N°540020096.

Nancy, le 23 juillet 2012 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0455 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre d'Education Motrice de Flavigny - FINESS N° 540 018 777 - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un Centre d'Education Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Education Motrice de Flavigny.

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.931.724,05 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	6.846.371,84 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	1.493.563,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	192.916,15 €
	TOTAL Dépenses	10.464.575,04 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	9.895.916,04 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	189.678,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	378.981,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	10.936.825,12 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Semi-Internat : 379,29 €

Internat bis : 414,77 €

Internat ter : 690,71 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Semi-Internat : 436,95 €

Internat bis : 441,45 €

Internat ter : 699,68 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-Internat : 379,29 €

Internat bis : 414,77 €

Internat ter : 690,71 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-Internat : 379,29 €

Internat bis : 414,77 €

Internat ter : 690,71 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-Internat : 70,63 €

Internat bis : 70,63 €

Internat ter : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-Internat : 308,66 €

Internat bis : 428,01 €

Internat ter : 677,03 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-Internat : 436,95 €

Internat bis : 441,45 €

Internat ter : 699,68 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-Internat : 436,95 €

Internat bis : 441,45 €

Internat ter : 699,68 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-Internat, Internat bis et Internat ter : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-Internat : 436,95 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Internat bis : 441,45 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Internat ter : 699,68 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777.

Nancy, le 23 juillet 2012 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0456 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de REALISE - FINESS N° 540 013 455 - 15 rue Saint-Charles - 54140 Jarville géré par l'association REALISE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile dénommé «l'Escale», sis 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 27 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de REALISE – FINESS n°540013455 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 06 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de REALISE.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 698.819,26 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de REALISE FINESS n° 540013455 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54.703,10 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	578.731,48 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	65.384,68 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	698.819,26 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	698.819,26 €
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	698.819,26 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 58.234,94 € ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association REALISE pour le SESSAD - FINESS n° 540013455.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0457 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP de REALISE - FINESS N° 540 002 052 - 15 rue Saint-Charles - 54140 Jarville géré par l'association REALISE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 décembre 1998 autorisant la création d'un institut thérapeutique éducatif pédagogique dénommé «l'Escale», sis 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE et géré par l'association REALISE ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 27 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de REALISE – FINESS N° 540 002 052 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 06 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de REALISE.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP de REALISE – FINESS N° 540002052 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	350.738,78 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.394.022,61 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	325.024,44 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.069.785,83 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.066.705,83 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	3.080,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.069.785,83 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'ITEP DE REALISE – FINESS N°540002052 est fixée comme suit : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat et semi-internat : 297,19 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

Internat et semi-internat : 295,59 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association REALISE pour l'ITEP– FINESS N° 540002052.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0458 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Georges Finance » - FINESS N° 540 000 213 - 4 avenue JF Kennedy - BP 216 - 54202 Toul Cedex géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVOISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVOISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Georges Finance», sis 4 avenue JF Kennedy – BP216 – 54 202 TOUL Cedex et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Georges Finance ».

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	341.200,00
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.043.186,26
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	147.091,02
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1.531.477,28

Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.450.116,42
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	46.256,45
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	3.000,00
	Reprise d'excédents	32.104,41
	TOTAL Recettes	1.531.477,28

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Semi-internat : 149,43 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat : 149,43 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat : 149,43 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat: 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat : 78,80 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Semi-internat: 157,47 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat: 157,47 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat: 157,47 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat: 157,47 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0459 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS N° 540 000 221 - Chemin du Harquet - BP 126 - 54305 Lunéville Cedex géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) « Jean l'Hôte », sis Chemin du Harquet - 54 305 LUNÉVILLE Cedex et géré par l'AEIM ;

CONSIDÉRANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 pour l'exercice 2012.

CONSIDÉRANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Jean l'Hôte ».

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	573.896,02 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.768.425,63 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	225.252,28 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.567.573,93 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.374.174,93 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	193.399,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	2.567.573,93 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 est fixée comme suit : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Externat Annexe 24 : 118,20 €
Externat Annexe 24 Ter : 742,33 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 118,20 €
Externat Annexe 24 Ter : 742,33 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 118,20 €
Externat Annexe 24 Ter : 742,33 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 70,63 €
Externat Annexe 24 Ter : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 47,57 €
Externat Annexe 24 Ter : 671,70 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Externat Annexe 24 : 136,34 €
Externat Annexe 24 Ter : 436,43 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 136,34 €
Externat Annexe 24 Ter : 436,43 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 136,34 €
Externat Annexe 24 Ter : 436,43 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N
Externat Annexe 24 Ter : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 136,34 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N
Externat Annexe 24 Ter : 436,43 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0460 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Raymond Carel » - FINESS N° 540 000 239/540 000 254 - 2 rue des Martyrs du Nazisme - BP 53 - 54210 Saint-Nicolas-de-Port géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 » de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1996 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Raymond Carel», sis 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME «Raymond Carel» FINESS n° 540000239/540000254 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME «Raymond Carel».

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME «Raymond Carel», FINESS n° 540000239/540000254 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.352.477,80
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	4.978.167,10
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	491.246,10
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	6.821.891,00
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	6.813.841,00
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	8.050,00
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	6.821.891,00

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME «Raymond Carel», FINESS n° 540000239/540000254 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat : 319,81 €

Semi-internat : 166,18 €

Annexe 24 Ter : 272,32 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 319,81 €

Semi-internat : 166,18 €

Annexe 24 Ter : 272,32 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 319,81 €

Semi-internat : 166,18 €

Annexe 24 Ter : 272,32 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 70,63 €

Semi-internat : 70,63 €

Annexe 24 Ter : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 249,18 €

Semi-internat : 95,55 €

Annexe 24 Ter : 201,69 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat : 316,85 €

Semi-internat : 164,93 €

Annexe 24 Ter : 292,42 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 316,85 €

Semi-internat : 164,93 €

Annexe 24 Ter : 292,42 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 316,85 €

Semi-internat : 164,93 €

Annexe 24 Ter : 292,42 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Annexe 24 Ter : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 316,85 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Semi-internat : 164,93 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Annexe 24 Ter : 292,42 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Raymond Carel » - FINESS n°540000239/540000254.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0461 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Claude Monet » - FINESS N° 540 000 247 - 121 rue de l'Abbé de l'Épée - 54700 Pont-à-Mousson géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Caudel Monet», sis 121 rue de l'Abbé de l'Épée – 54700 PONT-A-MOUSSON et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Claude Monet » FINESS n°540000247 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Claude Monet ».

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Claude Monet » FINESS n°540000247 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	478.124,50 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.370.294,22 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	197.247,66 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.045.666,38 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.799.761,15 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	33.304,80 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	2.600,43 €
	Reprise d'excédents	210.000,00 €
	TOTAL Recettes	2.045.666,38 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME « Claude Monet » FINESS n°540000247 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Externat Annexe 24 : 78,07 €

Externat Annexe 24 Ter : 131,98 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 78,07 €

Externat Annexe 24 Ter : 131,98 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 78,07 €

Externat Annexe 24 Ter : 131,98 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 70,63 €

Externat Annexe 24 Ter : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 7,44 €

Externat Annexe 24 Ter : 61,35 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Externat Annexe 24 : 129,76 €

Externat Annexe 24 Ter : 244,23 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 129,76 €

Externat Annexe 24 Ter : 244,23 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 129,76 €

Externat Annexe 24 Ter : 244,23 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Externat Annexe 24 Ter : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 129,76 €- 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Externat Annexe 24 Ter : 244,23 €- 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Claude Monet » FINESS n°540000247.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0462 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « les Orchidées » - FINESS N° 540 000 817 - 10 rue Albert 1^{er} - BP 93 - 54154 Briey Cedex géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1990 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) « Les Orchidées », sis 10 rue Albert 1^{er} – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 05 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « les Orchidées ».

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	520.133,45 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.227.892,94 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	177.013,61 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1.925.040,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.769.302,18 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	58.474,68 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	2.081,61 €
	Reprise d'excédents	95.181,53 €
	TOTAL Recettes	1.925.040,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Semi-internat: 130,78 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat: 130,78 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat: 130,78 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat: 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat: 60,15 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Semi-internat: 133,10 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat: 133,10 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat: 133,10 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat: 62,47 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0463 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'IME « Les Trois Tilleuls » - FINESS N° 540 000 833 - 1 rue des Tilleuls - 54720 Chenières géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 1971 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Les Trois Tilleuls», sis 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME «Les Trois Tilleuls» FINESS n°540000833 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME «Les Trois Tilleuls».

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME «Les Trois Tilleuls» FINESS n°540000833 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	486.965,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.791.964,01 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	218.839,33 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.497.768,34 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.404.917,81 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	9.113,92 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	833,33 €
	Reprise d'excédents	82.903,28 €
	TOTAL Recettes	2.497.768,34 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de l'IME «Les Trois Tilleuls» FINESS n°540000833 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Semi-internat Annexe 24 : 138,20 €

Semi-internat Annexe 24 Ter : 223,30 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat Annexe 24 : 138,20 €

Semi-internat Annexe 24 Ter : 223,30 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat Annexe 24 : 138,20 €

Semi-internat Annexe 24 Ter : 223,30 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat Annexe 24 : 70,63 €

Semi-internat Annexe 24 Ter : 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat Annexe 24 : 67,57 €

Semi-internat Annexe 24 Ter : 152,67 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Semi-internat Annexe 24 : 139,49 €

Semi-internat Annexe 24 Ter : 259,93 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat Annexe 24 : 139,49 €

Semi-internat Annexe 24 Ter : 259,93 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat Annexe 24 : 139,49 €

Semi-internat Annexe 24 Ter : 259,93 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat tout annexe confondu : 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat Annexe 24 : 139,49 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Semi-internat Annexe 24 Ter : 259,93 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « les trois Tilleuls » - FINESS n° 540000833.

Nancy, le 23 juillet 2012
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0464 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD de l'AEIM - FINESS N° 540 004 447 - 6 allée Saint-Cloud - 54600 Villers-lès-Nancy géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1987 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile, sis 6 allée de Longchamp – Parc d'activités de l'hippodrome – 54600 VILLERS-LES-NANCY et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de l'AEIM - FINESS n° 540004447 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de l'AEIM.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 1.884.451,54 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de l'AEIM - FINESS n° 540004447 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	93.142,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1.596.568,89 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	286.679,21 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1.976.390,10 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.884.451,54 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	11.938,56 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	80.000,00 €
	TOTAL Recettes	1.976.390,10 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 157.037,63 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SESSAD - FINESS n° 540004447.

Nancy, le 23 juillet 2012
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0465 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Vandoeuvre - FINESS N° 540 005 436 - ZAC de Brabois - Rue de Ludres - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy gérée par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 » de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 1983 autorisant la création d'une maison d'accueil spécialisée, (MAS) sise ZAC de Brabois – Rue de Ludres 54500 Vandœuvre-lès-Nancy et gérée par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter la MAS de l'AEIM - FINESS n°540005436 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter la MAS de l'AEIM.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de l'AEIM - FINESS n°540005436 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	729.354,23 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	3.172.890,85 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	506.831,43 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	97.720,50 €
	TOTAL Dépenses	4.506.797,01 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	4.196.602,67 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	307.084,16 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	3.110,18 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	4.506.797,01 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS de l'AEIM - FINESS n°540005436 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat : 225,12 €

Semi-internat : 232,55 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat : 223,09 €

Semi-internat : 230,96 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour la MAS - FINESS n°540005436.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0466 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du Centre pour Polyhandicapés de Blâmont - FINESS N° 540 013 877 - 33 rue du Château - 54450 Blâmont géré par la Croix Rouge Française

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 » de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 1999 autorisant la création d'un Centre pour Polyhandicapés dénommé «Les Rives du Château», sis 33 rue du Château – 54450 BLAMONT et géré par la Croix Rouge Française ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre pour Polyhandicapés dénommé «Les Rives du Château» - FINESS n°540013877 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540013877 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	564.638,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.865.758,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	458.908,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.889.304,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.636.404,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	85.900,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	22.000,00 €
	Reprise d'excédents	145.000,00 €
	TOTAL Recettes	3.889.304,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540013877 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat: 293,19 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat: 293,19 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat: 293,19 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat: 70,63 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat: 222,56 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat: 281,43 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat: 281,43 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat: 281,43 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (conformément à l'arrêté du 4 juin 2007 – JO du 26 juillet 2007)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat: 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 281,43 € - 7,66 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année N

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Croix Rouge Française pour le Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540013877.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0467 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CMPP de Nancy - FINESS N° 540 000 320 - 73 rue Isabey - 54052 Nancy Cedex géré par l'association départementale des PEP 54

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1971 autorisant la création d'un centre médico-psycho-pédagogique, sis 73 rue Isabey – 54052 NANCY Cedex et géré par l'association départementale des PEP 54 ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 20 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CMPP de Nancy - FINESS n°540000320 pour l'exercice 2012.
 CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du CMPP de Nancy - FINESS n°540000320 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	153.500,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.071.833,16 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	234.600,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2.459.933,16 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.339.933,16 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	120.000,00 €
	TOTAL Recettes	2.459.933,16 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du CMPP de Nancy - FINESS n°540000320 est fixée comme suit :
 En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

séance: 123,99 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

séance: 123,25 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association départementale des PEP 54 pour le CMPP de Nancy - FINESS n°540000320.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0468 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 du CMPP de Longwy - FINESS N° 540 002 680 - 17 bis rue de Boismont - 54400 Longwy géré par l'association départementale des PEP 54

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1975 autorisant la création d'un centre médico-psycho-pédagogique, sis 17 bis rue de Boismont – 54400 LONGWY et géré par l'association départementale des PEP 54 ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 20 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CMPP de Longwy - FINESS n°540002680 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles du CMPP de Longwy - FINESS n°540002680 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52.454,92 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	873.806,62 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	38.300,76 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	964.562,30 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	964.562,30 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	964.562,30 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du CMPP de Longwy - FINESS n°540002680 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

séance: 209,35 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

séance: 171,75 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association départementale des PEP 54 pour le CMPP de Longwy - FINESS n°540002680.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0469 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SESSAD Vivre avec l'Autisme - FINESS N° 540 020 302 - 17 rue Laurent Bonnevey – 54000 NANCY géré par l'Association Vivre avec l'Autisme de Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral N°151 en date du 20 Février 2009 autorisant la création Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) de 30 places géré par l'Association Vivre avec l'Autisme de Nancy ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 26 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD- FINESS N°540020302 pour l'exercice 2012 ;

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 747.932,36 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de l'Association Vivre avec l'Autisme- FINESS N° 54 0020302 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	46.500,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	655.632,36 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	45.800,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	747.932,36 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	747.932,36 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	747.932,36 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 62.327,70 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association Vivre avec l'autisme pour le SESSAD – FINESS N° 540020302.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0470 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du CRA du CPN - FINESS N° 540 015 468 - Boîte Postale 1010 - 54521 Laxou Cedex géré par le Centre Psychothérapique de Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2005 autorisant la création d'un Centre de Ressource de l'Autisme (CRA), sis au CPN de LAXOU et géré par le centre psychothérapique de Nancy à LAXOU ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 24 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le CRA du CPN - FINESS n°540015468 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 05 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le CRA du CPN.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 175.982,49 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CRA du CPN - FINESS n°540015468 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37.650,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	357.939,15 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	35.435,29 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	431.024,44 €

Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	175.982,49 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	227.983,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	27.058,95 €
	TOTAL Recettes	431.024,44 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 14.665,21 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CPN pour le CRA - FINESS n°540015468.

Nancy, le 23 juillet 2012
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0471 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS du CPN - FINESS N° 540 018 736 gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS), sise au CPN de LAXOU et gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 24 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter la MAS du CPN - FINESS n°540018736 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter la MAS du CPN.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS du CPN - FINESS n°540018736 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.132.068,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.980.138,97 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	493.660,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	4.605.866,97 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	4.168.460,65 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	347.000,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	31.000,00 €
	Reprise d'excédents	59.406,32 €
	TOTAL Recettes	4.605.866,97 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS du CPN - FINESS n°540018736 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Accueil Permanent : 193,65 €

Accueil de jour : 193,65 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Accueil Permanent : 197,21 €

Accueil de jour : 197,21 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CPN pour la MAS - FINESS n°540018736.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0472 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'AGI - FINESS N° 540 019 882 - 11 avenue du Charmois - 54500 Vandoeuvre géré par l'Association Accueillir et Guider l'Intégration (AGI)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté 2009 DDASS/SSAn°811/DISAS/POLE PA/PH n°301 autorisant l'association Accueillir et Guider l'Intégration à créer 20 places de Foyer d'Accueil Médicalisé par transformation du Service Expérimental de Soins et d'Accompagnement de Vandoeuvre ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'AGI - FINESS n°540019882 l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 2 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'AGI ;

D E C I D E

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice 2012 s'élève 687.080,67 €.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'AGI - FINESS n°540019882 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9.200,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	678.660,49 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5.772,18 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	693.632,67 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	687.080,67 €
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	6.552,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	693.632,67 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 57.256,72 €;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AGI pour le FAM - FINESS n°540019882.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0473 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'IJA - FINESS 540 012 556 - Rue de la Libération - 54330 Vézelize géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 mars 1990 autorisant la création d'un foyer d'accueil médicalisé dénommé «Résidence des Trois Fontaines», sis Rue de la Libération – 54320 MAXEVILLE et géré par la fondation de l'institution des jeunes aveugles ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'IJA - FINESS n°540012556 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 03 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'IJA.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 805.500,07 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'IJA - FINESS n°540012556 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16.404,96 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	782.722,49 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	13.010,62 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	812.138,07 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	805.500,07 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	6.638,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	812.138,07 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 67.125,01 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'IJA pour le FAM-FINESS n°540012556.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0474 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS N° 540 004 538 - gérée par l'ALAGH -1161 avenue Pinchard - 54100 Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 06 août 1980 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sis 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY et gérée par l'ALAGH ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS n°540004538 pour l'exercice 2012.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS N° 540004538 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	863.249,98 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	4.503.738,26 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	755.708,24 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	6.122.696,48 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	5.125.210,48 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	647.400,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	87.086,00 €
	Reprise d'excédents	263.000,00 €
	TOTAL Recettes	6.122.696,48 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS de l'ALAGH à Nancy - FINESS n°540004538 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat : 245,58 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

Internat : 256,53 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ALAGH pour la MAS de Nancy - FINESS n°540004538.

Nancy, le 23 juillet 2012
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0475 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'ALAGH - FINESS N° 540 012 606 - 1161 avenue Pinchard - 54100 Nancy géré par l'ALAGH

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1990 autorisant la création du foyer d'accueil médicalisé, sis 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY et géré par l'ALAGH ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'ALAGH - FINESS n°540012606 pour l'exercice 2012 ;

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 306.778,34 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'ALAGH - FINESS n°540012606 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	162.550,26 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	140.325,06 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	3.903,02 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	306.778,34 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	306.778,34 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	306.778,34 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 25.564,86 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ALAGH pour le FAM - FINESS n°540012606.

Nancy, le 23 juillet 2012 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0476 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Mont-Saint-Martin - FINESS N° 540 019 296 - 4 rue Alfred Labbé - 54350 Mont-Saint-Martin gérée par l'ALAGH

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n°378 en date du 21 Avril 2009 portant transfert à l'Association Lorraine d'Aide aux Grands Handicapés (ALAGH) de la MAS de Mont Saint Martin précédemment accordée à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n°540019296 pour l'exercice 2012.

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n°540019296 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	612.356,51 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.596.792,86 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	443.616,06 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.652.765,43 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.352.265,43 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	280.200,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	20.300,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.652.765,43 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n°540019296 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat : 214,47 €

Accueil de jour : 226,77 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

Internat : 214,81 €

Accueil de jour : 231,07 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ALAGH pour la MAS de Mont Saint Martin - FINESS n°540019296.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0477 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Rosières-aux-Salines - FINESS N° 540 012 531 - Avenue des Vosges - 54110 Rosières-aux-Salines gérée par le CAP'S de Rosières-aux-Salines

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 1998 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise Avenue des Vosges – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES et gérée par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de leurs annexes le 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter la MAS de Rosières-aux-Salines FINESS N 540012531 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 4 juillet 2012 adressée par la personne ayant qualité pour représenter la MAS de Rosières-aux-Salines.

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de Rosières-aux-Salines FINESS N 540012531 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.077.631,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.170.704,93 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	286.834,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	€
	TOTAL Dépenses	3.535.169,93 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	3.204.533,93 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	330.636,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.535.169,93 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS de Rosières-aux-Salines FINESS N 540012531 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat : 175,94 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat : 166,74 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CAP'S pour la MAS de Rosières-aux-Salines FINESS N 540012531.

Nancy, le 23 juillet 2012
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0478 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du Centre de Préorientation - FINESS N° 540 012 465 - 75 boulevard Lobau - 54000 Nancy géré par l'UGEAM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 1989 autorisant la création d'un Centre de Préorientation et UEROS, sis 51 avenue de la Libération – 54840 GONDREVILLE et géré par l'UGEAM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 21 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Préorientation et l'UEROS- FINESS n° 540012465 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

D E C I D E

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Préorientation et de l'UEROS- FINESS n° 540012465 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	352.050,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	619.535,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	30.137,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1.001.722,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	986.722,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	15.000,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	0,00 €
	TOTAL Recettes	1.001.722,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations du Centre de Préorientation - FINESS n° 540012465 sont autorisées comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

Internat – Préorientation : 130,28 €

Semi-internat – Préorientation : 145,35 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012 applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat – Préorientation : 219,49 €

Semi-internat – Préorientation : 148,47 €

Article 3 : La dotation globale de soins de l'UEROS- FINESS n° 540012465 s'élève à 371.203,00 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Article 3 bis : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 30.933,58 €.

Article 4 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification

Article 5 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2, 3 et 3 BIS de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'UGEAM pour le Centre de Préorientation - FINESS N° 540012465.

Nancy, le 23 juillet 2012
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0479 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH de Rosières-aux-Salines - FINESS N° 540 004 058 - 4 rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines géré par le CAP'S de Rosières

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrête conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°508 du 30 juillet 2008 autorisant le Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAP'S) de ROSIERES-AUX-SALINES à étendre la capacité du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) de 20 places ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de leurs annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH de Rosières-aux-Salines FINESS n 540004058 pour l'exercice 2012.
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 04 juillet 2012 adressée par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH de Rosières-aux-Salines.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 343.768,39 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH de Rosières-aux-Salines FINESS n 540004058 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23.979,24 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	334.029,36 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	7.976,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	365.984,60 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	343.768,39 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	22.216,21 €
	TOTAL Recettes	365.984,60 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 28.647,37 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CAP'S de Rosières-aux-Salines pour le SAMSAH de Rosières-aux-Salines FINESS n 540004058.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0480 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de Bayon - FINESS N° 540 013 539 - Route de Baccarat - 54290 Bayon géré par le CAP'S de Rosières-aux-Salines

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 octobre 1999 autorisant la création d'un foyer d'accueil médicalisé, sis Route de Baccarat – 54290 BAYON et géré par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de leurs annexes en date du 29 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Bayon - FINESS n°540013539 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 04 juillet 2012 adressée par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Bayon.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 282.177,00 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de Bayon - FINESS n°540013539 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47.477,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	233.200,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	1.500,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	282.177,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	282.177,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	282.177,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 23.514,75 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CAP'S pour le FAM - FINESS n°540013539.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0481 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de Michelet - FINESS N° 540 003 738 - 10 rue Dominique Louis - 54000 Nancy géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°54-016 en date 27 janvier 2010 modifiant la capacité du foyer d'accueil médicalisé, dénommé MICHELET, sis 10 rue Dominique LOUIS – 54000 NANCY et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Michelet de l'AEIM - FINESS n°540003738 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Michelet de l'AEIM.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 629.139,00 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de Michelet de l'AEIM - FINESS n°540003738 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	109.705,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	481.451,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	37.983,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	629.139,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	629.139,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	629.139,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 52.428,25 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le FAM de Michelet - FINESS n°540003738.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0482 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH MICHELET - FINESS N° 540 003 688 - 10 rue Dominique Louis - 54000 Nancy géré par l'Association AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°816-299 en date du 11 Août 2009 autorisant la transformation d'une Structure Innovante avec Soins Médicaux en un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés dénommé «MICHELET», sise 10 rue Dominique LOUIS – 54000 NANCY et géré par l'Association AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH MICHELET de l'AEIM - FINESS n°540003688 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 05 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH MICHELET de l'AEIM.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 375.964,26 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH MICHELET - FINESS n°540003688 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17.854,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	336.603,40 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	21.506,86 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	375.964,26 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	375.964,26 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	375.964,26 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 31.330,36 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SAMSAH MICHELET - FINESS n°540003688.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0483 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD - Section Personnes Handicapées - FINESS N° 540 003 175 - 2 rue des Cinq Piquets - BP 32231 - 54022 Nancy Cedex géré par l'association Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 février 2003 autorisant la création d'un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés, sis 38 rue de Dieuze - 54 000 NANCY géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH de l'OHS - FINESS N°540003175 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 210.004,41 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH de l'OHS - FINESS N°540003175 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27.821,86 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	181.255,11 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	927,44 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	210.004,41 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	210.004,41 €
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	210.004,41 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 17.500,37 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association OHS pour le SSIAD PH - FINESS N°540003175.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0484 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD - Section Personnes Handicapées CARMi EST - FINESS N° 540 012 762 - 50 rue Pierre de Bar - 54240 Joeuf géré par la CARMi EST - 57804 Freyming-Merlebach

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 » de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 août 2000 autorisant le transfert de gestion à la SSM Fer de Sel de Lorraine et l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes handicapées (SSIADPH) dénommé « SSM Fer et Sel de Lorraine », sis 100 rue de Franchepré – 54240 JOEUF ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIADPH - FINESS n 540012762 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 64.455,16 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIADPH - FINESS n 540012762 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21.288,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	59.012,13 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	150,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	80.450,13 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	64.455,16 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	15.994,97 €
	TOTAL Recettes	80.450,13 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 5.371,26 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la CARMi EST pour le SSIAD PH - FINESS n 540012762.

Nancy, le 23 juillet 2012 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0485 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N° 540 016 458 - 15 Allée des Grands Pâquis - 54180 Heillecourt géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 » de financement de la sécurité sociale pour 2012 publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2006 autorisant la création d'un service de soins infirmiers à domicile pour personnes handicapées (SSIADPH), sis 15 Allée des Grands Pâquis - 54180 HEILLECOURT géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP) ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 2 novembre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH du GIHP - FINESS n 540016458 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 03 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH du GIHP.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 309.178,32 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH du GIHP - FINESS n 540016458 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47.700,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	249.197,60 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	8.438,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	3.842,72
	TOTAL Dépenses	309.178,33 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	309.178,33 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	309.178,33 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 25.764,86 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association GIHP pour le SSIADPH - FINESS n 540016458.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0486 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N° 540 013 851 géré par l'Association SCIAD du Val de Lorraine - 2 place Jules Colombé - 54700 Pont-à-Mousson

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 mars 2007 autorisant l'extension de places pour personnes handicapées par le service de soins infirmiers à domicile pour personnes handicapées (SSIADPH), de Pont-à-Mousson géré par l'association SCIAD du Val de Lorraine de Pont-à-Mousson ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 27 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH - FINESS n 540013851 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 93.481,89 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH du Val de Lorraine - FINESS n 540013851 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25.936,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	65.372,72 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	2.173,17 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	93.481,89 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	93.481,89 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	93.481,89 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 7.790,15 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association du Val de Lorraine pour le SSIAD PH - FINESS n 540013851

Nancy, le 23 juillet 2012 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0487 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N° 540 012 580 - 4 rue Alfred Labbé - 54350 Mont-Saint-Martin géré par ALPHASANTE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/N°372 du 21 avril 2009 portant transfert à l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil – ALPHA SANTE – de l'autorisation de création du SSIADPH de Mont Saint précédemment accordée par l'AHBL de Longwy ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 04 novembre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH de Mont Saint Martin - FINESS n 540012580 pour l'exercice 2011.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH de Mont Saint Martin.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 88.308,55 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH de Mont Saint Martin - FINESS n 540012580 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8.606,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	68.279,53 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	3.564,60 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	7.858,42 €
	TOTAL Dépenses	88.308,55 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	88.308,55 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	88.308,55 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 7.359,05 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association ALPHA SANTE pour le SSIAD PH de Mont Saint Martin - FINESS n° 540012580

Nancy, le 23 juillet 2012
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0488 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SSIAD Section Personnes Handicapées des 4 cantons - FINESS N° 540 010 592 géré par l'Association ADMR - 11 bis rue des Moulins - 54120 Baccarat

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la décision ARS Lorraine n° 2012-0498 du 23 juillet 2012 autorisant l'association SSIAD ADMR de Baccarat à étendre d'une place pour personnes handicapées (PH) la capacité du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) des 4 cantons ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH des 4 cantons -FINESS n° 540010592 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 96.823,05 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD SSIAD PH des 4 cantons -FINESS n° 540010592 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	30.627,65 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	55.098,23 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	1.533,65 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	10.337,14
	TOTAL Dépenses	97.596,67 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	96.823,05 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	773,62 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	97.596,67 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 8.068,59 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ADMR pour le SSIAD PH des 4 cantons -FINESS n° 540010592.

Nancy, le 23 juillet 2012
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0489 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH La Maison du Pré Saint-Charles - FINESS N° 540 014 388 - 21 rue de la Meuse - 54860 Haucourt-Moulaine géré par l'Association AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°515 en date du 30 juillet 2008 autorisant la transformation de la Structure Innovante avec Soins Médicaux en Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) dénommé « La Maison du Pré St Charles », sis 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-MOULAINE et gérée par L'AEIM ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS n°540014388 pour l'exercice 2012.
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 05 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 200.218,34 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS N° 540014388 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4.688,09 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	201.414,78 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	7.039,82 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	213 142,69 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	200.218,34 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	12.924,34 €
	TOTAL Recettes	213 142,69 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 16.684,86 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS n°540014388.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0490 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH CIBULKA - FINESS N° 540 020 682 - 72 bis rue Jean Jaurès - 54230 Neuves-Maisons géré par l'Association AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°831-311 en date du 25 Août 2009 autorisant la création d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés adossé au Foyer Emile CIBULKA», sis 72 bis, rue Jean Jaurès – 54 230 NEUVES MAISONS et géré par l'Association AEIM ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH CIBULKA - FINESS n°540020682 pour l'exercice 2012.
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 5 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH CIBULKA de l'AEIM.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 387.242,70 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH CIBULKA - FINESS n°540020682 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21.600,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	353.010,70 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	12.632,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	387.242,70 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	387.242,70 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	387.242,70 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 32.270,23 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SAMSAH CIBULKA - FINESS n°540020682.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0491 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH "Epi Grand Est" - FINESS N° 540 021 201 - Localisé provisoirement à Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté 2010 ARS N°495 – DISAS/ DIRECTION PA / PH N° 385 en date du 15 décembre 2010 la création d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés, sis provisoirement 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH Epi Grand Est - FINESS n°540021201 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH Epi Grand Est .

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 559.891,00 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH Epi Grand Est - FINESS n°540021201 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	59.000,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	314.090,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	186.801,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	559.891,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	559.891,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	559.891,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 46.657,58 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour SAMSAH Epi Grand Est - FINSS n°540021201.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0492 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du SAMSAH du SISU - FINSS N° 540 020 732 - 11 avenue du Charmois - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy géré par l'Association "Service d'Intégration Scolaire et Universitaire" (SISU)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté conjoint 2009 DDASS/SSA N°812 - DISAS/POLE PA/PH n°364 en date du 20 novembre 2009 autorisant la création d'un SAMSAH, sis 8 rue des Myosotis – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY et géré par l'Association "Service d'Intégration Scolaire et Universitaire" ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 27 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH du SISU FINSS N°540020732 pour l'exercice 2012 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 10 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH du SISU.

DECIDE

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice 2012 s'élève 30.128,00€.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH du SISU FINSS N°540020732 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	30.128,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	0,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	30.128,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	30.128,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	30.128,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 2.510,67 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au SISU pour le SAMSAH - FINESS N°540020732.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0493 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de Toul - FINESS N° 540 019 189 - 4 bis avenue Kennedy - 54200 Toul géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°1021-327 en date du 29 août 2008 autorisant la création du Foyer d'Accueil Médicalisé, sis 4 bis, Avenue Kennedy – 54 200 TOUL et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Toul - FINESS n°540019189 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 05 juillet 2012 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Toul.

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 214.051,99 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de Toul - FINESS n°540019189 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21.000,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	180.222,99 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	13.029,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	214.251,99 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	214.051,99 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	200,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	214.251,99 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 17.837,67 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le FAM de Toul - FINESS n°540019189.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0494 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de la MAS de Lunéville - FINESS N° 540 019 932 gérée par la Croix Rouge - 8 avenue Caumont La Force - 54300 Lunéville

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2006 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée sise 8 rue Caumont La Force – 54 300 LUNEVILLE gérée par la Croix Rouge ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter la MAS de Lunéville - FINESS n°540019932 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS de Lunéville - FINESS n°540019932 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	575.148,52 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	2.055.317,76 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	486.585,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.117.051,28 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2.638.395,28 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	248.906,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	229.750,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3.117.051,28 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012 la tarification des prestations de la MAS de Lunéville - FINESS n°540019932 est fixée comme suit : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2012 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

Internat : 187,41 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat : 197,17 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée notifiée à la Croix Rouge pour la MAS de Lunéville - FINESS n°540019932.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0495 du 23 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du FAM de l'ARS - FINESS N° 540 020 674 - Ars Pierre Vivier - 156 Bd d'Austrasie - 54000 Nancy géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS), 12 boulevard Jean Jaurès - 54000 Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU L'arrêté 2009 DDASS/SSAN°819-DISAS/POLEPA/PHN°303 du 3 Août 2009 autorisant l'association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) à créer un foyer d'accueil médicalisé (FAM) de 30 places ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 juillet 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'ARS - FINESS n°540020674 pour l'exercice 2012.

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire.

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 487.618,00 € pour l'exercice budgétaire 2012 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'ARS - FINESS n°540020674 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28.785,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	416.354,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	42.479,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	487.618,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	487.618,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	487.618,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 40.634,83 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ARS pour le FAM-FINESS n°540020674.

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision n° 2012-0496 du 23 juillet 2012 fixant le prix de journée pour l'année 2012 de l'ITEP GAI SOLEIL - FINESS N° 54 000 627 - 14 rue de Metz - 54000 Nancy géré par l'association « Culture et Promotion »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1990 autorisant la création d'un institut thérapeutique éducatif pédagogique dénommé « Gai Soleil », sis 14 rue de Metz - 54 000 NANCY et géré par l'association « culture et promotion »

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP GAI SOLEIL - FINESS n°540000627 pour l'exercice 2012

CONSIDERANT l'absence de réponse à la procédure contradictoire

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP GAI SOLEIL FINESS n°540000627 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	145.310,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	598.453,61 €
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	81.140,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	824.903,61 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	811.903,61 €
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3.500,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	9.500,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	824.903,61 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'ITEP GAI SOLEIL - FINESS N° 540000627 est fixée comme suit :
En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} juillet 2012

Prix de journée moyen :

Internat : 330,88 €

Semi-Internat : 101,04 €

* Le prix de journée structurel moyen annuel 2012 applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

Internat : 232,67 €

Semi-Internat : 176,95 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association culture et promotion pour l'ITEP GAI SOLEIL - FINESS N° 540000627

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 0791/2012 du 23 juillet 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou au 1^{er} juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS-DT 54 N°0407/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1^{er} : A partir du 1^{er} juillet 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLETE

13 : Psychiatrie adulte (cas général)	531.00 €
14 : Psychiatrie infanto juvénile	660.00 €
16 : Centre d'accueil et de crise (U.A.U.P.)	850.00 €
17 : Soins post aigus	309.00 €
33 : Placement familial thérapeutique adultes ou enfants	228.00 €
34 : Centre de post-cure	435.00 €

HOSPITALISATION DE JOUR	
54 : Psychiatrie adulte (cas général)	369.00 €
55 : Psychiatrie infanto juvénile	369.00 €
HOSPITALISATION DE NUIT	
60 : Psychiatrie	263.00 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 0806/2011 du 30 juillet 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy au 1er juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissements : Nancy 540 009 701 - Flavigny 540 013 737 - Lay-Saint-Christophe 540 009 412

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012, les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012, relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012, relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
Vu l'arrêté ARS-DT 54 N°0401/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2012 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

HOSPITALISATION COMPLETE	
36 : SSR spécialisé	599.49 €
HOSPITALISATION DE JOUR	
58 : SSR spécialisé	273.11 €
Forfait de réadaptation des soins externes :	143.59 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur de l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 0809/2012 du 30 juillet 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Toul au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°388 /2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre hospitalier de TOUL pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLETE

11 : Médecine 616.00 €
12 : Chirurgie et gynécologie obstétrique 924.00 €

HOSPITALISATION DE JOUR

90 : Chirurgie ambulatoire 924.00 €
50 : Médecine ou gynéco-obstétrique 531.00 €

TRANSPORTS MEDICALISES

SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée) 630.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre hospitalier de Toul d'une majoration tarifaire fixée à :

- 40.00 € par jour pour le supplément régime particulier
- 30.00 € par jour pour la structure d'hospitalisation de jour

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 0821/2012 du 2 août 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable à l'Association Hospitalière de Joeuf au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N° 398 /2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLETE

11 : Médecine - gynécologie 430.00 €
35 : SSR non spécialisé 310.00 €
36 : SSR avec mention(s) spécialisée(s) 400.00 €
70 : HAD 308.00 €

HOSPITALISATION DE JOUR

50 : Médecine - gynécologie 414.00 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Arrêté modifié ARS-DT 54 N° 0822/2012 du 2 août 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy au 1er juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissements : Nancy 540 009 701 - Flavigny 540 013 737 - Lay-Saint-Christophe 540 009 412

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012, les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012, relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012, relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°0401/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy pour l'exercice 2012 ;
VU l'arrêté ARS-DT 54 N° 0806/2011 du 30 juillet 2011, fixant les tarifs de prestations applicables à l'IRR au 1^{er} juillet 2011 ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté ARS-DT 54 N° 0806/2011 du 30 juillet 2011 susvisé est rapporté.

Article 2 : A partir du 1^{er} juillet 2012 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

HOSPITALISATION COMPLETE

36 : SSR avec mention spécialisée 599.49 €

HOSPITALISATION DE JOUR

58 : SSR avec mention spécialisée 273.11 €

Forfait de réadaptation des soins externes : 143.59 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur de l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gérald CAVALLI, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 23 juin 2010 portant création du pôle de recouvrement spécialisé de Meurthe-et-Moselle dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Gérald CAVALLI, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du pôle recouvrement spécialisé de Meurthe-et-Moselle à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° prendre des décisions gracieuses sur les majorations de recouvrement de 5 % prévues à l'article 1731 du code général des impôts et les intérêts de retard prévus à l'article 1727 du même code dans la limite de 50 000 € ;

2° de statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue à l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuites ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 €.

Article 2 : Délégation de signature lui est également donnée, à l'effet de :

1° prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 €, au titre de l'assiette de l'impôt ;

2° signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 3 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation économique territoriale et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation économique territoriale ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;

2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation économique territoriale et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation économique territoriale mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation économique territoriale et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation économique territoriale, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 5 : En cas d'absence du responsable du pôle recouvrement spécialisé, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Madame Ludivine MONCEL-MOREAU, inspectrice des finances publiques ou à Monsieur Sébastien MASSON, inspecteur des finances publiques.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Dominique VOLLMAR, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 19 mai 2010 portant création du service des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Dominique VOLLMAR, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers de NANCY NORD-EST à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quels que soient le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Madame Christiane DIDELOU ou Monsieur Jean-Emmanuel HILS ou Monsieur Dominique ROBERT, inspecteurs des finances publiques.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre ROUILLON, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 19 mai 2010 portant création du service des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pierre ROUILLON, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers de NANCY NORD-OUEST à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quels que soient le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Madame Isabelle WIRBEL, inspectrice des finances publiques.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Véronique BERNIER, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 19 mai 2010 portant création du service des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique BERNIER, inspectrice divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers de NANCY SUD-EST à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quels que soient le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Madame Carine POQUET, inspectrice des finances publiques.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARCHETTO, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 19 mai 2010 portant création du service des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel MARCHETTO, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers de VANDOEUVRE à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quels que soient le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Madame Emmanuelle DEFAUT ou à Madame Annie SCHUELLER-JOUBLIN, inspectrices des finances publiques.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Eric CORROY, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 17 juillet 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Eric CORROY, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au comptable public, responsable du service des impôts des particuliers – service des impôts des entreprises de Briey à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de contribution économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pascal BOUCHER, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 17 juillet 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Briey,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pascal BOUCHER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Briey à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction sans limitation de montant ;
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de contribution économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;
et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;
2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Claude THOMAS, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 26 mars 2010 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Longwy,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Claude THOMAS, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de LONGWY à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de contribution économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;

2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Martine LEMASSON, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 26 mars 2010 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Longwy,

VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Martine LEMASSON, inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjoint au comptable public, responsable du service des impôts des particuliers – service des impôts des entreprises de Longwy, à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de contribution économique et territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Brigitte LEGRAND, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 29 octobre 2010 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de LUNEVILLE dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Brigitte LEGRAND, inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjoint au comptable public, responsable du service des impôts des particuliers – service des impôts des entreprises de Lunéville, à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de contribution économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Roselyne GIURIANI, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 29 octobre 2010 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Lunéville,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Roselyne GIURIANI, inspectrice divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Lunéville à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de cotisation économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;
et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;
2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Marie-Pierre ROUILLON, Inspectrice Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 31 mars 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Pont-à-Mousson,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Marie-Pierre ROUILLON, inspectrice divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Pont-à-Mousson à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de cotisation économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;
et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;
2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant

sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Mesdames Muriel DURON ou Pascale KLEPACZ inspectrices des finances publiques.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Philippe POETTE, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 23 mars 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Toul,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe POETTE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Toul à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de cotisation économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;
et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;
2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation économique territoriale et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Mesdames Martine CAVALLASCA ou Nathalie GUEGANO, inspectrices des finances publiques.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service de Toul.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur François THIL, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur François THIL, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des entreprises de Nancy Nord-Est à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de cotisation économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;

2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Monsieur Gérard SZAJNERNANN, inspecteur des finances publiques.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gérard KIRSCH, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Gérard KIRSCH, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des entreprises de Nancy Nord-Ouest à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de cotisation économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;

2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Madame Renée THIL, inspectrice des finances publiques.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Michel RIBAGNAC, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel RIBAGNAC, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des entreprises de Nancy Sud-Est à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de cotisation économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;
et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;
2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Monsieur Jérôme MURIC, inspecteur des finances publiques.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 2 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Denis DELARUE, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,
VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Denis DELARUE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, comptable public, responsable du service des impôts des entreprises de Vandoeuvre à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de cotisation économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;
et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

Article 2 : D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du 30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;
2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

Article 4 : En cas d'absence du responsable du service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Monsieur Patrick PERRIN, inspecteur des finances publiques .

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

TRESORERIE DE COLOMBEY-LES-BELLES

Procuration sous seing privé du 20 janvier 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame FISSEAU Sabine, Contrôleur Principal

Le soussigné Madame DELINCHANT Claude, Trésorier de Colombey les Belles

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Madame FISSEAU Sabine, Contrôleur Principal

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Colombey les Belles d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Colombey les Belles, entendant ainsi transmettre à Madame FISSEAU Sabine tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
FISSEAU Sabine
Contrôleur Principal

Signature du mandant
DELINCHANT Claude
Inspecteur des Finances Publiques

le cas échéant,

donner délégation à Mme FISSEAU Sabine, contrôleur principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
FISSEAU Sabine
Contrôleur Principal

Signature du délégant
DELINCHANT CLAUDE
Inspecteur des Finances Publiques

Colombey les Belles, le 20 janvier 2012

TRESORERIE DE HAROUÉ - VEZELISE

Procuration sous seing privé du 30 mars 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame PHILIPPE Claude, Contrôleur Principal

Le soussigné ADELE Pascal, Trésorier de Haroué - Vézélise

D E C L A R E

donner pouvoir à Mme PHILIPPE Claude, Contrôleur Principal, de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Haroué - Vézélise,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Haroué - Vézélise, entendant ainsi transmettre à Mme PHILIPPE Claude, tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
PHILIPPE Claude
Contrôleur Principal

Signature du mandant
ADELE Pascal
Contrôleur Principal

le cas échéant,

donner délégation à Mme PHILIPPE Claude pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique)

Signature du délégataire
PHILIPPE Claude
Contrôleur Principal

Signature du délégant
ADELE Pascal
Contrôleur Principal

Haroué, le 30 mars 2012

TRESORERIE DE NOMENY

Procuration sous seing privé du 11 juin 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame GIGLEUX Véronique, Contrôleur des Finances Publiques

La soussignée POLISZCZUK Catherine, Trésorier de Nomeny

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Véronique GIGLEUX, Contrôleur des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Nomeny, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Nomeny, entendant ainsi transmettre à Mme Véronique GIGLEUX tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

GIGLEUX Véronique

Contrôleur des Finances Publiques

Nomeny, le 11 juin 2012

Signature du mandant

POLISZCZUK Catherine

Inspecteur des Finances Publiques

TRESORERIE DE TOUL COLLECTIVITES

Procuration sous seing privé du 30 mars 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Monsieur HELSTROFFER Arnaud, Inspecteur des Finances Publiques

Le soussigné WIDLOECHER André, Trésorier de Toul Collectivités

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Arnaud HELSTROFFER, Inspecteur des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Toul Collectivités, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Toul Collectivités, entendant ainsi transmettre à M. Arnaud HELSTROFFER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

HELSTROFFER Arnaud

Inspecteur des Finances Publiques

Toul, le 30 mars 2012

Signature du mandant

WIDLOECHER André

Inspecteur Divisionnaire

TRESORERIE DE VANDOEUVRE-LES-NANCY COLLECTIVITES

Procuration sous seing privé du 4 avril 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame BECQ Christelle, Contrôleur des Finances Publiques

Le soussigné DIDELOT Daniel, Trésorier de Vandoeuvre-lès-Nancy Collectivités

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Mme BECQ Christelle, Contrôleur des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de VANDOEUVRE LES NANCY COLLECTIVITES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous redevables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Vandoeuvre-lès-Nancy Collectivités, entendant ainsi transmettre à Mme BECQ Christelle tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

BECQ CHristelle

Vandoeuvre, le 4 avril 2012

Signature du mandant

DIDELOT Daniel

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/329 du 20 juillet 2012 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2012 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement CE n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Feader ;

VU le règlement (CE) n°65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;

VU les articles D 113-18 à D113-26 du code rural et de la pêche maritime relatifs aux ICHN ;

VU l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 ;

VU le décret n° 2007-1334 du 11 septembre 2007 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels et modifiant le code rural et de la pêche maritime ;
 VU le décret n° 2008-852 du 26 août 2008 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) et modifiant le code rural et de la pêche maritime ;
 VU l'arrêté du 30 juillet 2010 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) et modifiant le code rural et de la pêche maritime ;
 VU les arrêtés préfectoraux de classement en zones défavorisées pour les communes du département de Meurthe-et-Moselle des 28 avril 1976, 18 janvier 1977, 13 novembre 1978 et 7 septembre 2005 ;
 SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires,

ARRETE

Article 1er : Dans chacune des zones définies dans les arrêtés préfectoraux de classement, est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect de la conditionnalité. De la même manière sont définies des plages non optimales de chargement.

L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Pour chacune des plages de chargement, le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé conformément aux montants précisés à l'annexe 2 du présent arrêté.

Ils seront modifiés en fonction d'un taux qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribuée à chaque bénéficiaire du département afin de respecter la notification du droit à engager. Ce taux fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Article 3 : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans les arrêtés préfectoraux fixant les normes usuelles et les bonnes conditions agroenvironnementales pour le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le président directeur général de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Secrétaire Général absent,
 La Sous-Préfète de Briey,
 Christine BOEHLER

ANNEXE 1 fixant les plages optimales de chargement pour le respect des bonnes pratiques agricoles en Meurthe-et-Moselle
 DEFINITION DES PLAGES DE CHARGEMENT

Le chargement s'exprime en nombre d'UGB (Unités Gros Bovins) par rapport à la surface fourragère :

Les animaux de l'exploitation sont pris en compte selon les modalités suivantes :

- le nombre d'UGB moyennes bovines présentes sur l'exploitation durant l'année 2011
- le nombre d'ovins ou caprins de la demande d'aides aux ovins et aux caprins en janvier 2012 ou du nombre d'ovins/caprins indiqués sur le formulaire de déclaration d'effectifs
- les autres herbivores présents sur l'exploitation au 31 mars 2012 et présents au moment de la demande

	Chargement optimum Coefficient de paiement 1,00	Chargement non optimum Coefficient de paiement	Chargement inéligible
Zone de MONTAGNE	Supérieur ou égal à 0,8 et inférieur à 1,6	Egal ou supérieur à 0,25 et inférieur à 0,8 OU Supérieur ou égal à 1,6 et inférieur ou égal à 2	Inférieur à 0,25 OU Supérieur à 2
Zone de PIEMONT		Egal ou supérieur à 0,35 et inférieur à 0,8 OU Supérieur ou égal à 1,6 et inférieur ou égal à 2	Inférieur à 0,35 OU Supérieur à 2
Zone DEFAVORISEE SIMPLE			

ANNEXE 2 fixant le montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre de la campagne 2012 dans le département
 MONTANT UNITAIRE (€/ha) DES INDEMNITES RAPPORTE A L'HECTARE DE SURFACE FOURRAGERE

	NON OPTIMAL INFÉRIEUR	OPTIMAL	NON OPTIMAL SUPÉRIEUR
Zone de montagne	122,4	136	122,4
Zone de piémont	49,5	55	44
Zone défavorisée simple	37,6	47	37,6

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/335 du 24 juillet 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bouxières-sous-Froidmont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 03 octobre 2003 portant institution de l'association foncière de BOUXIERES SOUS FROIDMONT ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de BOUXIERES SOUS FROIDMONT en date du 28 mars 2012 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de BOUXIERES SOUS FROIDMONT en date du 13 juin 2012 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de BOUXIERES SOUS FROIDMONT ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 19 juillet 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de BOUXIERES SOUS FROIDMONT, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 13 juin 2012, sont approuvés.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BOUXIERES SOUS FROIDMONT, adressé au président de l'association foncière de BOUXIERES SOUS FROIDMONT, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 24 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE

Décision du 1er juillet 2012 portant délégations de signatures

Le Directeur du Centre Hospitalier Public Intercommunal 3H Santé,

VU la loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment en son article L 714-12,
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de santé,
VU le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de santé,
VU le décret n° 94-392 du 18 mai 1994 modifié, relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur,
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
VU le Décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 portant délégations de signatures relatifs au Directeur et aux membres du Directoire,

DECIDE

Délégation de signature est donnée à :

Article 1er : Affaires Générales, Qualité, Direction :

En remplacement et en l'absence du Directeur, Madame Evelyne FORINI et Monsieur Denis ANTOINE, Attachés d'Administration Hospitalière, pour signer :

- les courriers administratifs courants.
- tous les documents du service qualité et gestion des risques
- les documents destinés à la signature de l'Ordonnateur ainsi que les notes d'information et de service.
- dans le domaine des Ressources Humaines : les contrats de travail, les fiches de congés de l'équipe de Direction et du personnel médical, les plannings de travail, les recrutements et affectations, les rémunérations, les formations, les ordres de mission, les frais de déplacement, les astreintes, tous documents disciplinaires, les conventions Pôle Emploi CUI/CAE.
- dans le domaine financier et économique : les recettes, les dépenses, les mandats d'investissement et de fonctionnement, les documents relatifs aux marchés de travaux, les copies et les pièces constitutives des marchés publics.

Article 2 : Direction des Ressources Humaines

Madame Evelyne FORINI, Attachée d'Administration Hospitalière, responsable de la Gestion des Ressources Humaines, pour signer les courriers administratifs courants, les décisions relatives au personnel (avancement d'échelons, NBI, congé parental...), la planification du travail, la planification des congés annuels à l'exception de celle des membres de l'équipe de direction, les rémunérations, les formations, les convocations aux diverses formations, les engagements des formations, les frais de déplacement, les astreintes, les ordres de missions, les demandes d'autorisation d'embauche pour remplacements, les bordereaux de mandatement paie, cotisations et autres dépenses liées au personnel,

les bordereaux d'envoi, les demandes de remboursement assurances, les demandes de remboursement FEH, les conventions de stage, les dossiers de validation de retraite et de rétablissement, les convocations à la médecine du travail, les Comptes Epargne Temps (sauf personnel médical), les attestations de salaire pour le remboursement des indemnités journalières, les attestations et certificats de travail, les honoraires médicaux, les accidents du travail, les avances sur salaire, les factures de Pôle Emploi (évaluation en milieu de travail), les réponses aux demandes d'emploi, les tableaux divers de recensement statistiques, les décisions liées aux œuvres sociales, à la M.N.H., aux partenaires sociaux, les recettes, les factures des prestations annexes, les mandats, les demandes de fournitures et d'équipement, les notes d'information et les documents liés aux astreintes administratives.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 3 : Direction des Ressources Humaines

Madame Ghislaine STOCARD, Adjoint des Cadres, pour signer tous les courriers des affaires courantes concernant la gestion de la formation du personnel, les convocations, les frais de déplacement et tous les actes administratifs en l'absence de Madame FORINI et relevant de sa compétence, ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

Article 4 : Direction des Ressources Humaines

Madame Dominique HACHAIR et Madame Aurélia CALVISIO, Adjointes Administratives, pour signer tous les courriers courants et internes liés à leur fonction, les documents à l'occasion des astreintes et les relevés d'heures du personnel intérimaire.

Article 5 : Affaires Financières et services économiques

Monsieur Denis ANTOINE, Attaché d'Administration Hospitalière, responsable de la gestion financière et économique, pour signer tous les documents courants liés à sa responsabilité, les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au seuil du MAPA,

les commandes de la section d'exploitation, les bordereaux de mandats de la section d'exploitation et d'investissement émis par le service Economat-Finances, les bordereaux des titres de recette émis par le service Economat-Finances, les déclarations TVA n° 3310-K-CA3, les factures des prestations annexes, tous les documents relatifs aux écritures d'ordre comptable en relation avec la Trésorerie et ceux liés aux astreintes administratives

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des EPS, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de service.

Article 6 : Affaires Financières et services économiques

Madame Edith BONNETIER, Mesdames Adeline GERARD et Elisabeth POTIER, Adjointes Administratives, pour signer les commandes de la section d'exploitation et les courriers courants liés à leurs fonctions ainsi que les demandes de tarifs pour les achats dont le seuil est inférieur au MAPA en l'absence de Monsieur ANTOINE et tous les documents liés aux astreintes administratives.

Article 7 : Affaires Générales

Madame Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé chargée des Affaires Générales, pour signer tous les documents et courriers courants, ceux liés aux astreintes, les notes d'information, les convocations aux conférences, les documents liés à l'animation et tous les documents liés aux enquêtes (ARS, FHF, DGOS ...), ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification, de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et les notes de service.

Article 8 : Coordination des Soins

Madame Lydia MARCHAL, Cadre Supérieur de Santé, pour signer les notes d'information de la direction des soins, les courriers courants, les plannings, les fiches de congés du personnel soignant placé sous sa responsabilité, les documents rattachés à l'exercice de ses responsabilités, ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

A l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 9 : Madame Sandrine DELMOTTE, Cadre de Santé, Madame Danièle ORSATO-BLAISE et Madame Joëlle CEZARD, IDE FF Cadres de Santé, pour signer les courriers courants, plannings et fiches de congés du personnel placé sous leur responsabilité en l'absence de Madame Lydia MARCHAL.

Madame Danièle ORSATO BLAISE et Madame Joëlle CEZARD pour signer les documents à l'occasion des astreintes administratives.

Article 10 : Mandataire Judiciaire

Madame Marie-Pierre SEIGNE, Attachée d'Administration Hospitalière, Responsable des Admissions et du service social, Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, pour tous les documents relatifs à ses missions de mandataires judiciaires conformément à la réglementation, pour la signature des documents relatifs au transport de corps suite à décès, des factures des séjours des patients et des résidents, des documents relatifs au contentieux de facturation de recettes et certificats correspondants ainsi que les documents à l'occasion des astreintes administratives.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 11 : Admissions

Madame Arlette GEHWEILER, Agent de remplacement aux Admissions, Madame Nadine HALVICK, Adjoint Administratif, Madame Françoise WITZ, Adjoint Administratif, pour la signature des documents relatifs au transport suite à décès, des factures des séjours des patients et des résidents, des documents relatifs au contentieux de facturation de recettes et certificats correspondants.

A l'exclusion de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 12 : Service Social

Madame Céline MACHET, Assistante de Service Social, pour signer tous courriers administratifs courants liés à sa fonction, notamment les Aides au logement et à l'Aide Sociale.

Article 13 : Psychologue

Madame Emmanuelle FALLIGAN-DEVERGNE, Psychologue, pour signer les courriers courants liés à sa fonction.

Article 14 : PUI

Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Praticien Hospitalier, Pharmacien, pour signer les commandes et toutes les correspondances liées à sa fonction à l'exception de tout document adressé aux autorités de tarification et de gestion des Etablissements Publics de Santé, aux autres Hôpitaux et aux collectivités locales et territoriales et des notes de services.

Article 15 : Qualité et gestion des risques

Madame Magalie BIENAIME, Technicien Supérieur Hospitalier en charge de la qualité et de la gestion des risques, pour signer les courriers administratifs courants liés à sa fonction et tous les documents relatifs aux missions confiés par le Directeur dans le cadre de la certification de l'Etablissement et/ou de l'évaluation en EHPAD, à l'exception des courriers engageant l'établissement à destination des autorités : ARS, CG, HAS, ANESM.

Article 16 : Secrétariat médical

Madame Fabienne ACKER, Secrétaire médical, pour signer les documents à l'occasion des astreintes administratives.

Article 17 : Chaque délégataire informe le Directeur ou son représentant de tout document soumis à signature dont la conformité apparaît douteuse et de toute conséquence particulière susceptible d'entraîner une difficulté ou un contentieux.

Article 18 : Cette délégation prend effet à compter du 01 juillet 2012.

Cirey-sur-Vezouze, le 1er juillet 2012

Le Directeur Délégué,
E. GAUTHIER

Signataires délégataires :

E. FORINI, D. ANTOINE, G. STOCARD, D. HACHAIR, A. CALVISIO, E. BONNETIER, A. GÉRARD, E. POTIER, M. MILLER, L. MARCHAL, A. GEHWEILER, N. HALVICK, F. WITZ, M.P. SEIGNE, J.S. TRESCHER, C. MACHET, E. FALLIGAN-DEVERGNE, M. BIENAIME-VINCON, J. CEZARD, D. ORSATO-BLAISE, S. DELMOTTE, F. ACKER

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY

Délégation de signature du 1er août 2012

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU l'arrêté de nomination en date 03 juillet 2012, nommant Monsieur Jérôme GOEMINNE, Directeur Adjoint de la Maternité Régionale à compter du 1^{er} août 2012,

VU l'arrêté de nomination en date du 7 février 2011, nommant Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe à compter du 1^{er} avril 2011 au CHU de Nancy,

VU la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

DECIDE

Article 1er : Délégation principale est donnée à Monsieur Jérôme GOEMINNE, Directeur Adjoint chargé de la Maternité Régionale Universitaire, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Jérôme GOEMINNE, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 3 : Ces délégations principales et secondaires sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

Article 4 : Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation prend effet à compter du 01 août 2012.

Article 6 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Fait à Nancy, le 1er août 2012, en 4 exemplaires originaux

Le Directeur Général,
Philippe VIGOUROUX

